

Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne  
**AFRISTAT**

**RAPPORT D'ACTIVITES  
DE LA DIRECTION GENERALE d'AFRISTAT  
Septembre 2000-août 2001**

# Sommaire

<b>LISTE DES ABREVIATIONS.....</b>	<b>2</b>
<b>RESUME.....</b>	<b>3</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>7</b>
<b>1. SITUATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DE LA DIRECTION GENERALE.....</b>	<b>8</b>
1.1. EFFECTIF DU PERSONNEL.....	8
1.2. FINANCEMENT DES ACTIVITES D'AFRISTAT.....	8
<b>2. COMPTE RENDU D'EXECUTION DES RECOMMANDATIONS DU CONSEIL SCIENTIFIQUE ET DU COMITE DE DIRECTION.....</b>	<b>11</b>
2.1. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DES DERNIERES REUNIONS DU CONSEIL SCIENTIFIQUE ET DU COMITE DE DIRECTION.....	11
2.2. SUITES DONNEES AUX RECOMMANDATIONS.....	12
<b>3. ACTIVITES D'ORDRE INSTITUTIONNEL DE LA DIRECTION GENERALE.....</b>	<b>14</b>
3.1. REUNIONS STATUTAIRES.....	14
3.2. AMELIORATION DU SYSTEME DE COMPTABILITE DE LA DIRECTION GENERALE D'AFRISTAT.....	15
3.3. ETAT D'AVANCEMENT DE L'ETUDE « AFRISTAT APRES 2005 ».....	15
3.4. PARTICIPATION D'AFRISTAT AUX REUNIONS A CARACTERE INSTITUTIONNEL ORGANISEES PAR LES PARTENAIRES.....	17
<b>4. APPUI AUX SYSTEMES STATISTIQUES NATIONAUX ET AUX INSTITUTIONS SOUS-REGIONALES D'INTEGRATION ECONOMIQUE.....</b>	<b>19</b>
4.1. RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL.....	19
4.2. COMPTABILITE NATIONALE ET NOMENCLATURES.....	22
4.3. CONJONCTURE ET PREVISION ECONOMIQUE.....	23
4.4. STATISTIQUES D'ENTREPRISES.....	24
4.5. STATISTIQUES DES PRIX ET ENQUETES AUPRES DES MENAGES.....	24
4.6. SECTEUR INFORMEL, EMPLOI ET PAUVRETE.....	27
4.7. INFORMATIQUE, DOCUMENTATION ET PUBLICATIONS.....	28
<b>5. ETAT D'EXECUTION DU PARSTAT.....</b>	<b>29</b>
5.1. VOLET « COMPTABILITE NATIONALE ».....	29
5.2. VOLET « SECTEUR INFORMEL ».....	29
5.3. VOLET « PRIX ».....	30
5.4. APPUI DANS LE DOMAINE INFORMATIQUE.....	31
<b>6. AUTRES ACTIVITES DE LA DIRECTION GENERALE.....</b>	<b>32</b>
6.1. FORMATION DES EXPERTS D'AFRISTAT A LA VERSION 3 DU MODULE ERETES.....	32
6.2. ATELIER SUR LES METHODOLOGIES D'ENQUETES SUR LES MENAGES DANS LES VILLES AFRICAINES.....	32
6.3. STATISTIQUES AGRICOLES.....	32
6.4. INFORMATIQUE, PUBLICATIONS ET DIFFUSION.....	33
<b>7. PARTICIPATION DE LA DIRECTION GENERALE AUX REUNIONS, ATELIERS ET SEMINAIRES ORGANISES PAR LES PARTENAIRES.....</b>	<b>35</b>
7.1. COMPTABILITE NATIONALE, NOMENCLATURES ET PREVISION MACRO-ECONOMIQUE.....	35
7.2. STATISTIQUES AGRICOLES.....	35
7.3. SECTEUR INFORMEL ET PAUVRETE.....	37
7.4. BASES DE DONNEES.....	38
7.5. PUBLICATION ET DIFFUSION.....	38
<b>ANNEXE : TABLEAU RECAPITULATIF DES PRINCIPALES REALISATIONS DU PROGRAMME DE TRAVAIL 2001.....</b>	<b>41</b>

## LISTE DES ABREVIATIONS

2gLDB	<i>Live Data Base</i> 2 <sup>ème</sup> génération
ACP	Afrique - Caraïbes - Pacifique
AFD	Groupe de l'Agence française de développement - Paris
AFRISTAT	Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne – Bamako
AISO	Association internationale pour la statistique officielle
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique centrale – Yaoundé
BCEAO	Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest - Dakar
BIT	Bureau international du travail
CASD	Comité de coordination pour le développement de la statistique en Afrique
CEA	Commission économique des Nations unies pour l'Afrique – Addis-Abeba
CEDEAO	Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest - Abuja
CEFIL	Centre de formation de l'INSEE à Libourne – Libourne
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale – Bangui
CESD	Centre européen de formation des statisticiens économistes des pays en voie de développement
CHAPO	Calcul harmonisé des prix par ordinateur
CODESA	Conférence des directeurs des écoles de statistique africaines
CNUCED	Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement
CTA	Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE
DFID	Department for International Development (ex- Overseas Development Administration, en abrégé ODA)
DGSEE	Direction générale de la statistique et des études économiques - Libreville
DHS	Demographic and Health Survey
DIAL	Développement et insertion internationale – Paris
DNSI	Direction nationale de la statistique et de l'informatique du Mali - Bamako
DPS	Direction de la prévision et de la statistique du Sénégal – Dakar
DSCN	Direction de la statistique et de la comptabilité nationale du Cameroun – Yaoundé
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
ENEA	Ecole nationale d'économie appliquée - Dakar
ENSEA	Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée – Abidjan
ERETES	Equilibre ressources-emplois Tableau entrées-sorties
EUROSTAT	Office statistique des Communautés européennes – Luxembourg
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
FCFA	Franc de la Communauté financière d'Afrique
FMI	Fonds monétaire international – Washington
FSP	Fonds de solidarité prioritaire
IHPC	Indice harmonisé des prix à la consommation
IIS	Institut international de statistique
INE	Institut national de la statistique – Cap-Vert
INEC	Institut national de la statistique et des recensements – Guinée-Bissau
INS	Institut national de statistique
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques – Paris
IRD	Institut de recherche pour le développement (ex-ORSTOM)
ISE	Ingénieur statisticien économiste
ISSEA	Institut sous-régional de statistique et d'économie appliquée – Yaoundé
ITS	Ingénieur des travaux statistiques
OIT	Organisation internationale du travail
PAAA	Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique des années 90
PARIS21	Partenariat statistique au service du développement à l'aube du XXI <sup>e</sup> siècle
PARSTAT	Programme d'appui régional statistique de l'UEMOA
PDM	Association du programme de développement municipal – Cotonou
PIB	Produit intérieur brut
PPA	Parité de pouvoir d'achat
PPTTE	Pays pauvres très endettés
PROSMIC	Programme statistique minimum commun
SCN93	Système de comptabilité nationale version 93
SGDD	Système général de diffusion des données
SITRASS	Solidarité Internationale sur les Transports et la Recherche en Afrique Sub-Saharienne
SSN	Système statistique national
UEMOA	Union économique et monétaire Ouest africaine - Ouagadougou

## RESUME

1. Ce rapport d'activités de la Direction générale d'AFRISTAT couvre la période de septembre 2000 à août 2001 et s'articule autour des principales activités réalisées sur les fonds propres et/ou grâce aux financements extérieurs reçus dans le cadre des projets arrêtés de commun accord avec les bailleurs de fonds.

2. Les activités de la Direction générale réalisées au cours de cette période restent ancrées d'une part aux missions d'AFRISTAT, et d'autre part sont conformes aux programmes de travail 2000 et 2001. La réalisation des actions entamées au cours de la période antérieure a été poursuivie tout en ouvrant d'autres chantiers. D'une manière générale, le renforcement des capacités d'organisation et de gestion des systèmes statistiques nationaux (SSN) et les activités en matière d'harmonisation des méthodologies de travail au sein du réseau des instituts nationaux de statistique (INS) des Etats membres de l'Observatoire ont constitué les principaux domaines de concentration des activités.

3. Au cours de la période, la Direction générale s'est vue confier, par ses partenaires habituels, d'importants projets dont la réalisation marquera de façon durable le développement de la statistique dans les Etats bénéficiaires. Dans ce registre, il convient de citer le PARSTAT dont les négociations avec la Commission de l'UEMOA et l'Union européenne ont abouti en mars 2001 après plusieurs mois de discussions, l'élaboration du programme pluriannuel d'activités statistique du Tchad financée par la Banque mondiale, la participation de la Direction générale à l'évaluation du dispositif statistique de la CEMAC pour la surveillance multilatérale financée par EUROSTAT, l'évaluation de la situation des comptes nationaux et des statistiques des prix à la consommation dans les Etats de la CEDEAO non-membres de l'UEMOA (financement CEDEAO), l'évaluation de l'appareil statistique burundais (Banque mondiale), l'appui méthodologique pour la réalisation des enquêtes au Gabon (financement PNUD) et au PDM (financement PDM), et l'organisation du séminaire sur le SGDD financé par le FMI. Ces projets, ajoutés à d'autres activités non-prévues mais non moins importantes, ont parfois bouleversé les plans de travail pour bon nombre d'experts d'AFRISTAT.

4. Sous cette réserve, beaucoup plus d'activités n'ont pas été réalisées, beaucoup plus faute de financement que de temps/expert. Le rapport que présente la Direction générale rend compte de ce qui a pu être réalisé. Il porte notamment sur :

- les appuis que la Direction générale a apportés aux Etats membres ainsi qu'aux institutions sous-régionales d'intégration économique ;
- l'état d'exécution du PARSTAT ;
- l'exécution d'autres activités de la Direction générale, notamment les activités relatives à la publication et à la diffusion des travaux d'AFRISTAT ;
- la participation de la Direction générale aux réunions organisées par les partenaires d'AFRISTAT.

5. Mais auparavant, il donne un aperçu sur l'exécution des recommandations du Conseil scientifique et du Comité de direction formulées lors des dernières réunions de ces instances. L'ensemble de ces recommandations a fait l'objet de suivi. Ainsi, sur le plan du renforcement institutionnel, tous les experts prennent part aux travaux initiés par PARIS21 et contribuent, lorsque l'occasion leur est donnée, aux réflexions menées. Un séminaire sera bientôt organisé par AFRISTAT avec l'appui de PARIS21 et de la France dans le cadre du resserrement des liens de collaboration et de la mise en commun des synergies entre le consortium et AFRISTAT. Par ailleurs, le Secrétariat de PARIS21 a été associé au séminaire de lancement de l'étude « AFRISTAT après 2005 ».

6. En ce qui concerne la présentation des rapports d'activités et programmes de travail de la Direction générale, des efforts ont été faits pour leur amélioration. Le Comité de direction est invité à proposer d'autres améliorations pour l'élaboration de ces documents.

7. S'agissant des appuis à apporter aux INS pour le suivi de leur performance, cette activité n'a pas encore démarré réellement. La Direction générale l'envisage dans le cadre de la conduite de l'étude sur la situation institutionnelle qui devrait être finalisée à la fin de cette année. Cependant, la Direction générale continue à éprouver beaucoup de difficultés à rassembler les rapports d'activités et les programmes de travail annuels des INS.

8. Le tableau en annexe de ce rapport reprend plus en détail les activités réalisées suivant les principaux domaines actuellement couverts par AFRISTAT. Ces activités sont celles inscrites au programme 2001. Il fait également mention de celles qui, bien que ne figurant pas au programme, ont été exécutées au cours des huit premiers mois de l'année 2001.

### **Activités d'ordre institutionnel**

9. Au 31 août 2001, la plupart des activités prévues dans ce domaine ont été entièrement réalisées. En particulier, il importe de rappeler que les activités de l'étude « AFRISTAT après 2005 » ont effectivement démarré avec l'organisation du séminaire de lancement en mai 2001.

10. Par ailleurs, la Direction générale a réalisé un nombre considérable d'activités qui n'étaient pas initialement prévues dans le programme de travail 2001. Il s'agit non seulement de la participation à certaines réunions importantes mais également des appuis apportés à quelques Etats et aux institutions sous-régionales d'intégration économique. On peut citer la participation d'AFRISTAT à l'évaluation du dispositif statistique de la CEMAC, l'élaboration du programme pluriannuel d'activités statistiques du Tchad, les missions d'évaluation au Congo et au Burundi, l'évaluation de la situation des comptes nationaux et des statistiques des prix de certains pays membres de la CEDEAO, etc. Ces opérations ont été réalisées grâce aux financements respectifs d'EUROSTAT, de la Banque mondiale ou de la CEDEAO.

### **Appui aux instituts nationaux de statistique**

11. La période a été particulièrement marquée par le démarrage des activités du PARSTAT, la poursuite des travaux du projet « Prix » des pays de la CEMAC et de

quelques autres appuis notamment à la Mauritanie pour l'implantation du module ERETES, au Cameroun, au Gabon et au Tchad pour la conduite des enquêtes auprès des ménages initiées par ces pays.

a) PARSTAT

12. Le contrat de subvention (financé par l'Union européenne) entre la Direction générale et la Commission de l'UEMOA, signé en début mars 2001, a pour objectifs de moderniser l'élaboration des comptes nationaux, de mieux connaître le « fonctionnement » du secteur informel en milieu urbain dans les pays de l'UEMOA et de mettre en place un indice des prix à la consommation à Bissau, indice similaire en tout point de vue à ceux en vigueur dans les autres pays de l'UEMOA.

13. Les travaux de rénovation des comptes nationaux sont en cours au Bénin, au Burkina Faso et au Sénégal avec l'implantation du module ERETES. Ils seront poursuivis progressivement au Niger et au Togo. On rappelle que la Côte d'Ivoire et le Mali procèdent par leurs moyens propres à l'implantation du module.

14. En ce qui concerne l'enquête sur le secteur informel en milieu urbain, les activités ont également démarré par l'élaboration d'une méthodologie commune en collaboration avec DIAL et l'organisation d'un séminaire afin de valider la méthodologie élaborée, examiner et adopter une stratégie de traitement des données, et lever quelques contraintes techniques liées à l'exécution de l'enquête. Les travaux de l'enquête ont débuté dans un premier groupe de quatre pays (Bénin, Burkina Faso, Mali et Togo) juste après le séminaire de juin 2001. L'enquête sera lancée dans les pays du second groupe (Côte d'Ivoire, Niger et Sénégal) avant février 2002.

15. Les activités du volet « Prix » ont démarré en mai 2001 et se déroulent suivant le calendrier initialement fixé. La collecte des prix de base selon la méthodologie harmonisée a débuté en juillet 2001 et doit se poursuivre jusqu'en juin 2002, la période de base de l'indice étant juillet 2001-juin 2002. Un assistant technique a été recruté dans la sous-région par la Direction générale pour accompagner les cadres nationaux dans cet exercice.

b) Projet « Prix CEMAC »

16. La collecte des prix de base s'est déroulée tout au long de l'année 2000 dans les neuf villes retenues. Celle des prix courants se poursuit en 2001 selon la méthodologie harmonisée avec un appui financier partiel de la France.

17. La Direction générale a poursuivi la formation des cadres nationaux à la maîtrise des outils de travail notamment la formation à l'utilisation de l'application informatique CHAPO et à l'analyse des données. Deux séminaires ont été organisés à cet effet l'un à Brazzaville du 7 au 10 novembre 2000, et l'autre à Douala du 10 au 13 juillet 2001.

18. Par ailleurs, la situation relative à la conduite des enquêtes sur les dépenses des ménages s'améliore légèrement. Le Cameroun a terminé la réalisation de cette enquête à Yaoundé et à Douala ; le Tchad a achevé les travaux préparatoires et est en attente du déblocage du financement de la Banque mondiale pour lancer les

opérations de terrain de l'enquête nationale sur la consommation et le secteur informel et le Gabon vient d'obtenir un financement partiel sur son budget national pour la réalisation de l'enquête sur les dépenses des ménages de Libreville. Des démarches ont été engagées par les autres pays pour le financement de ces enquêtes. La conduite de toutes ces opérations est nécessaire à la mise en place d'un IHPC.

c) Autres appuis

19. La Direction Générale a apporté des appuis à d'autres pays et institutions. Elle a poursuivi son appui aux travaux d'implantation du module ERETES en Côte d'Ivoire, au Mali et en Mauritanie et répondu de manière ponctuelle à d'autres demandes d'intervention émanant des Etats.

20. Il convient également de noter que la Direction générale a élaboré, en étroite collaboration avec l'ENSEA d'Abidjan, une méthodologie d'enquête sur le secteur informel pour le compte du PDM.

**Autres activités de la Direction générale**

21. Dans le domaine de la publication et de la diffusion, des efforts ont été faits pour améliorer les conditions d'accès aux travaux d'AFRISTAT. L'utilisation du CD-Rom est pratiquement systématisée pour la conservation et la diffusion de l'information d'une part, et d'autre part les conditions d'accès et de gestion du site [www.afristat.org](http://www.afristat.org) sont nettement meilleures aujourd'hui que celles qui prévalaient l'année dernière à la même date.

22. Enfin, la Direction générale a été représentée à de nombreuses rencontres internationales, ateliers et séminaires organisés par les partenaires d'AFRISTAT.

# RAPPORT D'ACTIVITES DE LA DIRECTION GENERALE D'AFRISTAT

## Période septembre 2000-août 2001

### INTRODUCTION

23. Le programme de travail de la Direction générale de l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT) de l'an 2001 était initialement centré sur des activités dont le financement était assuré soit par les fonds propres soit par des bailleurs de fonds. Si au cours de l'année 2000, la principale orientation donnée par le Comité de direction était de poursuivre les actions entamées dans le domaine du renforcement des capacités d'organisation et de gestion des systèmes statistiques nationaux (SSN) d'une part, et d'autre part d'asseoir de façon durable un programme d'harmonisation des méthodologies de travail au sein du réseau des instituts nationaux de statistique (INS) des Etats membres de l'Observatoire, la Direction générale a poursuivi, en 2001, les actions d'appui aux SSN et aux institutions d'intégration régionale.

24. Au cours de la période sous revue, et plus particulièrement depuis l'année 2001, l'exécution du PARSTAT, l'appui aux Etats de la CEMAC et de la CEDEAO, et le renforcement des capacités de la Direction générale elle-même ont constitué les principaux axes des actions entreprises par la Direction générale.

25. Le programme de travail 2001 a été respecté ; cependant, l'inscription de nouvelles activités à ce programme a contribué à augmenter la charge de travail au sein de la Direction générale. Ces nouvelles activités, non moins capitales, ont été programmées soit à la demande des Etats ou des institutions sous-régionales d'intégration économique, soit sur l'intervention des bailleurs de fonds. Cette situation, conséquence des difficultés rencontrées par les Etats à mobiliser les financements des activités statistiques, rend compte des problèmes auxquels la Direction générale fait face pour maîtriser la programmation de ses activités.

26. En effet, liées à la disponibilité des financements, les nouvelles activités initiées par les Etats ou les bailleurs de fonds, mal intégrées au programme de travail adopté par le Comité de direction, créent un volume plus important de travail que l'équipe restreinte d'experts a du mal à exécuter dans les délais impartis.

27. Malgré cette difficulté, la Direction générale a largement réalisé les activités inscrites au programme de travail 2001 dont l'état d'exécution, au 31 août 2001<sup>a</sup>, est présenté ci-après. Le tableau en annexe résume l'essentiel des résultats obtenus.

28. Le présent rapport rend compte des appuis que la Direction générale a apportés aux Etats membres ainsi que de la réalisation d'autres actions qu'elle a eues à initier. Il porte sur :

- les activités d'ordre institutionnel exécutées par la Direction générale ;
- les appuis aux SSN et aux institutions sous-régionales d'intégration économique avec un accent particulier sur le PARSTAT ;
- les activités réalisées par la Direction générale pour son propre compte ;
- la participation d'AFRISTAT aux réunions internationales.

29. Ce rapport contient aussi un bref exposé sur l'état d'exécution des principales recommandations du Conseil scientifique et du Comité de direction relatives aux dernières délibérations de ces deux instances. Mais, auparavant, la situation administrative et financière de la Direction générale d'AFRISTAT fera l'objet d'une brève présentation.

---

<sup>a</sup> Le rapport présenté porte sur la période septembre 2000 – août 2001.

# 1. SITUATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DE LA DIRECTION GENERALE

## 1.1. EFFECTIF DU PERSONNEL

30. Par rapport à la même date de l'année dernière (31 août), l'équipe de la Direction générale d'AFRISTAT connaît une légère modification. Sur les douze experts (y compris le Directeur Général et le Directeur Général Adjoint), on a enregistré le départ définitif de l'expert en statistiques des prix.

31. Conformément au plan d'africanisation des postes d'experts d'AFRISTAT, cet expert, de nationalité française, sera remplacé numériquement par un expert africain. La sixième réunion du Comité de direction avait recommandé le recrutement d'un expert statisticien ou économiste, spécialiste dans le domaine du suivi des conditions de vie des ménages et de la pauvreté, en remplacement de l'expert en statistiques des prix. Les procédures de mise en œuvre de cette recommandation sont en cours.

32. Par ailleurs, la France a décidé de mettre à la disposition d'AFRISTAT un autre expert ; celui-ci prendra ses fonctions d'ici la fin de l'année et s'occupera des statistiques du secteur productif permettant ainsi à la Direction générale de réaménager les attributions de certains experts pour renforcer les domaines qui connaissent une demande de plus en plus forte d'interventions de la part des Etats.

33. En résumé, à la fin de l'année 2001, l'équipe technique de la Direction générale sera composée de 13 experts : Directeur Général, Directeur Général Adjoint, trois comptables nationaux, un macroéconomiste, un statisticien chargé du secteur productif, deux experts chargés du secteur informel et de la pauvreté, un expert en statistiques agricoles, un statisticien d'enquêtes auprès des ménages et deux statisticiens informaticiens. Parmi ces experts, six seront de la Coopération française (deux comptables nationaux, le macroéconomiste, l'expert en statistiques d'entreprises, l'expert en enquêtes auprès des ménages et un statisticien informaticien).

34. Cette équipe est soutenue par un personnel d'appui administratif et technique de neuf membres dont un cadre administratif et financier et une documentaliste. En février 2000, la Direction générale avait recruté un comptable à durée déterminée pour renforcer le service administratif et financier. A partir de septembre 2001, elle recrutera un assistant de gestion à durée déterminée dans le cadre de la gestion du PARSTAT.

## 1.2. FINANCEMENT DES ACTIVITES D'AFRISTAT

35. Au cours de la période sous revue, les activités d'AFRISTAT ont été financées par le Fonds AFRISTAT et par des subventions reçues de la France. D'autres activités ont été menées grâce aux appuis financiers alloués aux Etats, notamment par la Banque mondiale et le FMI.

### 1.2.1. Situation du Fonds AFRISTAT

36. La situation du Fonds AFRISTAT s'est nettement améliorée par rapport à l'année 2000. Au 30 juin 2001, douze Etats membres sur dix-sept s'étaient acquittés de l'intégralité de leur contribution au capital du Fonds, soit la somme de 201 453,75 euros par Etat<sup>b</sup>. Il s'agit du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, du Centrafrique, du Congo, de la Côte d'Ivoire, du Gabon, de la Guinée Equatoriale, du Mali, du Sénégal, du Tchad et du Togo. Deux Etats n'avaient effectué que des versements partiels : la Mauritanie (103 265,69 euros) et le Niger (15 244,90 euros). La contribution française, d'un montant de 2 286 735,26 euros a été entièrement libérée. Trois Etats membres restaient redevables de la totalité de leur quote-part : Comores, Guinée et Guinée-Bissau.

37. A cette date, le Fonds AFRISTAT était constitué à 84,5%, soit 4 824 481,38 euros sur 5 711 449,01 attendus. Cette nouvelle situation montre que le niveau de mobilisation des contributions au Fonds s'est amélioré

---

<sup>b</sup> Depuis mars 2001, le Fonds AFRISTAT dont la gestion est assurée par l'AFD, est exprimé en euros.

grâce aux versements de la totalité des quotes-parts du Centrafrique et de la Guinée Equatoriale d'une part, et d'autre part de la contribution partielle de la Mauritanie.

38. Au 1er juillet 2001, le Fonds présentait un solde créditeur de 2 812 168,17 euros.

### 1.2.2. Budget de fonctionnement d'AFRISTAT

39. Le budget de la Direction générale pour l'année 2001, financé par le Fonds AFRISTAT, s'élève à 477 825 826 FCFA. Les charges de fonctionnement représentent plus de 93% des dépenses. Au 31 août 2001, le budget était exécuté à 67%.

### 1.2.3. Autres financements

40. Au cours de la période sous revue, la Direction générale a effectué d'importantes activités pour le compte d'elle-même, des Etats membres ou d'autres institutions, activités dont la prise en charge financière était assurée par des bailleurs de fonds pour un montant total actuellement évalué à 877 007 053 FCFA. Dans la plupart des cas, des contrats de service ont été signés entre les bailleurs de fonds et la Direction générale ou avec les parties bénéficiaires.

41. Le tableau ci-après récapitule, en FCFA, les financements reçus de l'extérieur ainsi que leur affectation au titre de l'année 2001.

FCFA

Bailleur de fonds	Objectif du financement	Montant du financement	Bénéficiaires	Période couverte	Observations
France	Voyage d'étude des statisticiens EAC	724 500	Responsables INS EAC en mission à Bamako	Juillet 2001	
	Modernisation des comptes nationaux, Mauritanie	5 372 600	ONS Mauritanie	Octobre 2000, juin 2001	Per diem et transport
	Séminaire sur la conjoncture et la prévision, pays de l'UEMOA	18 790 355	Etats membres, en Afrique de l'Ouest	Février 2001	Per diem et transport
	Séminaire sur la conjoncture et la prévision, pays de la CEMAC	13 500 000	Etats membres, CEMAC	Mars 2001	Per diem et transport
	Séminaires sur la modélisation économique à court terme	29 200 000	Etats membres, AFRISTAT	Mars 2001	Per diem et transport
	Appui à la mise en place d'un indice des prix harmonisé, CEMAC	39 000 000	INS des Etats membres de la CEMAC	Toute l'année	Collecte des prix
	Etude « AFRISTAT après 2005 »	23 000 000	Représentants des INS au séminaire de mai 2001	Mai 2001	Per diem et transport

Baillleur de fonds	Objectif du financement	Montant du financement	Bénéficiaires	Période couverte	Observations
	Sous-total 1	129 587 455			
Union Européenne <sup>c</sup>	Mise en œuvre des volets « comptabilité nationale », « secteur informel » et « prix » du programme PARSTAT	571 992 000 Contrat avec la Commission de l'UEMOA	Pays de l'UEMOA <sup>d</sup>	21 mois à compter du 1 <sup>er</sup> avril 2001	Perdiem, transport, honoraires, frais d'enquêtes, équipements
FMI	Séminaire SGDD, pays de l'UEMOA	43 408 308	Etats membres, UEMOA	Avril 2001	Per diem et transport
Banque mondiale	Evaluation de la situation statistique et élaboration d'un programme statistique pluriannuel du Tchad	59 657 000	Tchad	Février – décembre 2001	Honoraires, per diem et transport
	Evaluation de la situation statistique et élaboration d'un programme statistique intérimaire du Burundi	7 313 150	Burundi	Juillet – août 2001	Honoraires, per diem et transport <sup>e</sup>
	Sous-total 2	682 370 458			
FAO	Séminaire sur les statistiques d'élevage	23 139 015	12 Etats africains	mars 2001	Per diem et transport
CTA	Formation "biométrie pour chercheurs en Afrique francophone"	1 561 177	7 Etats africains du centre et de l'ouest	avril 2001	Per diem et transport
OCDE/Club du Sahel	Etude sur les sources des données socio-démographiques	5 263 006	OCDE/Club du Sahel	Décembre 2000 – janvier 2001	Honoraires, per diem et transport
OCDE/PARIS21	Frais d'interprétariat	1 907 877	AFRISTAT	Mai 2001	Séminaire « AFRISTAT après 2005 »
CEDEAO	Missions circulaires pays de la CEDEAO non membres de l'UEMOA	18 790 355	CEDEAO, Etats membres	Mai et juin 2001	Per diem et transport des experts
EUROSTAT	Missions circulaires CEMAC	14 387 710	CEMAC, Etats membres	Février 2001	Per diem et transport
	Sous-total 3	65 049 140			
<b>Total</b>		<b>877 007 053</b>			

<sup>c</sup> Contrat de subvention pour programme décentralisé – Aides extérieures de la Communauté européenne.

<sup>d</sup> Le volet « prix » concerne uniquement la Guinée-Bissau.

<sup>e</sup> Versement des fonds encore attendu.

## **2. COMPTE RENDU D'EXECUTION DES RECOMMANDATIONS DU CONSEIL SCIENTIFIQUE ET DU COMITE DE DIRECTION**

### **2.1. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DES DERNIERES REUNIONS DU CONSEIL SCIENTIFIQUE ET DU COMITE DE DIRECTION**

42. Au cours de leurs réunions ordinaires de l'année 2000, le Conseil scientifique et le Comité de direction d'AFRISTAT avaient émis des recommandations ou pris des décisions à l'endroit de la Direction générale dont les principales sont regroupées ainsi qu'il suit :

#### **Renforcement des capacités institutionnelles de la Direction générale**

- Evaluer les activités d'AFRISTAT au moyen d'indicateurs de performance à définir de concert avec le Conseil scientifique.
- Associer PARIS21 à la réflexion sur les indicateurs de performance des INS des Etats membres d'AFRISTAT.
- Faire une promotion des publications importantes d'AFRISTAT pour une plus grande valorisation des travaux d'AFRISTAT.
- Encourager la participation des membres de la Direction générale et du Conseil scientifique aux groupes de travail mis en place par le Secrétariat de PARIS21.
- Associer le Secrétariat de PARIS21 au séminaire de lancement de l'étude « AFRISTAT après 2005 ».
- Organiser, avec l'appui du Secrétariat de PARIS21, un séminaire régional destiné à la fois aux producteurs de statistiques et aux décideurs.
- Recruter, en juillet 2001, un expert statisticien ou économiste, spécialiste dans le domaine du suivi des conditions de vie des ménages et de la pauvreté, en remplacement de l'expert en statistiques des prix.

#### **Elaboration des programmes et rapports d'activités de la Direction générale**

- Inclure dans les réalisations les activités exécutées mais non prévues dans le programme de travail.
- Faire ressortir clairement, dans les rapports soumis au Conseil scientifique, les points méritant une réflexion de fond des membres de cet organe.
- Evaluer la charge de travail et le coût de chaque activité du programme de travail, notamment dans celui de 2002.
- Présenter un résumé du rapport d'activités et améliorer la présentation des tableaux synoptiques.

#### **Elaboration des documents budgétaires**

- Etablir les comptes de l'exercice social 2001 selon le système SYSCOA conformément à la recommandation du Commissaire aux comptes.
- Prendre des dispositions pour contenir à l'avenir les dépenses dans les limites des crédits autorisés.
- Dans la présentation du budget de la Direction générale, distinguer le budget ordinaire correspondant aux activités financées par le Fonds AFRISTAT et des budgets additionnels par source de financement.

- Intégrer une valorisation de l'expertise de longue durée mise à disposition par la France dans le budget.
- Pour le budget 2002, mettre en place un fonds de roulement suffisant pour éviter toute tension de trésorerie.
- Envoyer les documents budgétaires suffisamment tôt aux membres du Comité de direction pour un meilleur examen de ces documents.

### **Gestion financière et comptable**

- Proposer des termes de référence explicitant le mandat de la Commission de contrôle de l'exécution du budget.
- Solliciter de l'administration compétente malienne une exonération permanente de la TVA conformément à une recommandation du Commissaire aux comptes.

### **Appui aux SSN**

- Aider les INS à mieux suivre leurs performances en leur proposant un canevas de rapport d'activités et de programme de travail.
- Poursuivre les activités de formation auprès des écoles de statistique en recherchant les financements nécessaires.
- Envoyer aux INS des notes d'information sur les séminaires et réunions auxquels la Direction générale a participé.

## **2.2. SUITES DONNEES AUX RECOMMANDATIONS**

43. D'une manière générale, les recommandations et les décisions du Conseil scientifique et du Comité de direction des dernières réunions ordinaires de ces instances ont été exécutées ou sont en voie de l'être. Toutefois, l'exécution de certaines d'entre elles demandera encore plus de temps afin de se conformer aux directives données.

44. Ainsi, selon le regroupement proposé ci-dessus, la situation se présente de la manière suivante :

### **Renforcement des capacités institutionnelles de la Direction générale**

45. La Direction générale n'a pas encore élaboré une grille d'indicateurs de performance pour l'évaluation des activités d'AFRISTAT. Cependant, cette réflexion est en cours dans le cadre de l'étude menée sur la situation institutionnelle des INS. Une importante documentation a déjà été réunie à cet effet notamment le *Guide to results-based budgeting* des Nations unies, les *Instructions for the Proposed programme Budget for the Biennium 2000-2001* des Nations unies, le *Logical Framework for the 2000 to 2001 Programme of Work* de la CEA, les communications délivrées à l'*International Conference on Quality in Official Statistics de Stockholm (14-15 mai 2001)*, etc. Cette documentation sera complétée par les contributions attendues des membres du Conseil scientifique ainsi que par les travaux actuellement menés par le Consortium PARIS21 dans ce domaine, notamment à travers le groupe de travail dont le Directeur Général est membre.

46. S'agissant des publications d'AFRISTAT, la Direction générale assure leur promotion à travers ses propres supports (Site Web et *La Lettre d'AFRISTAT*) et par l'intermédiaire du réseau constitué des INS, des institutions sous-régionales, des organismes internationaux partenaires ainsi que de plusieurs personnes et organismes intéressés par les travaux d'AFRISTAT. La Direction générale est disposée à examiner d'autres propositions pour améliorer la diffusion de ses publications.

47. La Direction générale participe très activement aux travaux initiés par le Secrétariat de PARIS21. A cet effet, tous ses experts se sont inscrits aux différents groupes de travail constitués par ce consortium. Par ailleurs,

dans le cadre des relations entre PARIS21 et la Direction générale, cette institution a été représentée au plus haut niveau au séminaire de lancement de l'étude « AFRISTAT après 2005 », organisé en mai 2001 à Bamako. PARIS21 sera sollicité autant que faire se peut tout au long de la mise en œuvre de cette étude.

48. S'agissant de l'organisation d'un séminaire régional destiné aux producteurs de statistiques et aux décideurs, avec l'appui du Secrétariat de PARIS21, les discussions sont très avancées sur cette question. Les réflexions sur les contours et le contenu de cette rencontre, à laquelle la France apportera aussi un important appui financier, ne tarderont pas à aboutir.

49. Enfin, conformément à la décision du Comité de direction, un expert, spécialiste dans le domaine du suivi des conditions de vie des ménages et de la pauvreté, est en voie d'être recruté en remplacement de l'expert en statistiques des prix.

### **Elaboration des programmes et rapports d'activités de la Direction générale**

50. Les recommandations formulées sous cette rubrique ont été respectées. Cependant, l'évaluation de la charge de travail et du coût de chaque activité du programme de travail pose un certain nombre de problèmes liés parfois à l'insuffisance de programmation de ces mêmes travaux dans les administrations bénéficiaires ; les activités dont la Direction générale a la totale maîtrise d'exécution ont été effectivement soumises à cette exigence du Comité de direction.

### **Elaboration des documents budgétaires**

51. Dans le cadre de l'élaboration des documents budgétaires, la Direction générale s'est conformée aux recommandations du Comité de direction. Les comptes de l'exercice social 2001 sont élaborés selon le SYSCOA et les autres orientations du Comité ont été respectées, en dehors de la prise en compte de l'expertise de longue durée mise à la disposition d'AFRISTAT par la France. Celle-ci sera réalisée à partir de 2002.

### **Gestion financière et comptable**

52. Lors de sa réunion extraordinaire tenue le 10 mai 2001, le Comité de direction a adopté le projet des termes de référence explicitant le mandat de la Commission de contrôle de l'exécution du budget.

53. En ce qui concerne la demande d'exonération permanente de la TVA recommandée par le Commissaire aux comptes, la Direction générale d'AFRISTAT a été informée par les autorités maliennes compétentes de la non-pratique de cette procédure dans la gestion de la TVA. La Direction générale continuera donc à solliciter de façon ponctuelle des attestations d'exonération.

### **Appui aux SSN**

54. Il avait été recommandé d'aider les INS à mieux suivre leurs performances en leur proposant un canevas de rapport d'activités et de programme de travail. Cette question fait partie de l'étude sur la situation institutionnelle des INS déjà engagée. Cependant, la Direction générale, malgré d'incessantes demandes, ne reçoit pas systématiquement les programmes de travail et les rapports d'activités actuellement élaborés par les INS.

55. En ce qui concerne les activités de formation auprès des écoles de statistique, la Direction générale poursuit les efforts en vue de mobiliser les financements nécessaires pour la mise en œuvre de cette recommandation. En plus de cela, il convient d'ajouter que le calendrier des experts d'AFRISTAT, au cours de la période sous revue, ne permettait pas l'organisation d'une telle activité.

56. Enfin, la Direction générale informe régulièrement les INS des principales conclusions des réunions auxquelles les experts d'AFRISTAT ont participé par l'intermédiaire de *La lettre d'AFRISTAT*.

### **3. ACTIVITES D'ORDRE INSTITUTIONNEL DE LA DIRECTION GENERALE**

57. Cette partie traite des réunions statutaires, de l'état des réflexions relatives à l'avenir d'AFRISTAT et d'autres activités d'ordre institutionnel organisées par les partenaires et auxquelles AFRISTAT a pris part.

#### **3.1. REUNIONS STATUTAIRES**

58. Entre le 1<sup>er</sup> septembre 2000 et le 31 août 2001, la Direction générale a préparé et organisé une réunion du Conseil scientifique, deux réunions du Comité de direction et une session du Conseil des Ministres.

##### **3.1.1. 5<sup>ème</sup> réunion du Conseil scientifique**

59. La 5<sup>ème</sup> réunion du Conseil scientifique d'AFRISTAT s'est tenue du 25 au 27 septembre 2000 à Bamako sous la présidence de M. Jean-Louis Bodin.

60. Cette réunion avait statué sur les principaux points suivants : suites données aux délibérations de la 4<sup>ème</sup> réunion du Conseil scientifique ; examen du rapport d'activités de la Direction générale pour la période sous revue ; examen du projet de programme de travail 2001. Au cours de cette réunion, les membres du Conseil avaient aussi été informés des décisions de la 8<sup>ème</sup> réunion du Conseil des Ministres d'une part, et d'autre part ils avaient entendu un important exposé sur l'initiative PARIS21.

61. Les principales recommandations de la 5<sup>ème</sup> réunion du Conseil scientifique sont reprises à la section 2.1 ci-dessus.

##### **3.1.2. Réunions du Comité de direction**

62. Le Comité de direction a tenu sa 6<sup>e</sup> session ordinaire du 16 au 18 octobre 2000 et une réunion extraordinaire le 10 mai 2001. Les deux réunions ont eu lieu à Bamako.

###### *3.1.2.1. 6<sup>ème</sup> réunion du Comité de direction*

63. Les points inscrits à l'ordre du jour de cette réunion se rapportaient aux questions suivantes : rapport d'activités de l'année 2000 et programme de travail de la Direction générale 2001, questions budgétaires, projet de guide méthodologique d'élaboration des comptes nationaux et étude « AFRISTAT après 2005 ». La Direction générale a aussi présenté le compte-rendu de la 8<sup>ème</sup> réunion du Conseil des Ministres. Enfin, outre les questions diverses, le Comité de direction avait procédé aux désignations des membres des organes d'AFRISTAT, notamment à l'élection de son Président, Madame Dorothee Ouissika, Directrice générale du Centre national de la statistique et des études économiques du Congo.

64. Au cours de cette réunion, en plus des recommandations figurant à la section 2.1, le Comité de direction a pris des décisions relevant de sa compétence et formulé des recommandations qui ont été soumises au Conseil des Ministres. Il a approuvé le rapport d'activités 2000, le programme de travail 2001 de la Direction générale et le guide méthodologique d'élaboration des comptes nationaux. Concernant les questions budgétaires, le Comité de direction a arrêté les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 1999. Il a adopté le budget de l'an 2001 et autorisé la Direction générale à passer des contrats avec des bailleurs de fonds.

65. Enfin, le Comité de direction a adopté les termes de référence de l'étude « AFRISTAT après 2005 ».

###### *3.1.2.2. Réunion extraordinaire du Comité de direction*

66. Le Comité de direction a tenu une réunion extraordinaire, la troisième du genre, le 10 mai 2001 à Bamako, à l'effet d'examiner les termes de référence de la Commission de contrôle de l'exécution du budget, le

projet de décision portant modalités de fonctionnement du Comité technique de gestion des nomenclatures et les candidatures au poste de Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT.

67. Au cours de cette session, les participants ont suivi un exposé du représentant de la France sur le Fonds de solidarité prioritaire (FSP), notamment en ce qui concerne la « Formation des cadres des administrations économiques et financières » et le « Renforcement des capacités statistiques ». Ils ont aussi suivi d'autres présentations importantes, notamment :

- le projet d'AFRISTAT de mise en œuvre des sites Web au sein des INS des Etats membres ;
- le projet de renforcement des capacités statistiques du Tchad financé par la Banque mondiale ;
- l'avant-projet de l'ordre du jour de la 9<sup>e</sup> réunion du Conseil des Ministres d'AFRISTAT.

68. A l'issue de cette réunion extraordinaire, le Comité de direction a adopté les termes de référence de la Commission de contrôle de l'exécution du budget et le projet de décision sur le fonctionnement du Comité technique de gestion des nomenclatures. Les membres du Comité de direction avaient aussi choisi, aux fins de proposition au Conseil des Ministres, un candidat pour la nomination au poste de Directeur Général Adjoint.

69. Enfin, le Comité de direction a approuvé la proposition de la France de mettre un nouvel assistant technique à la disposition d'AFRISTAT.

### **3.1.3. 8<sup>ème</sup> réunion du Conseil des Ministres**

70. Le Conseil des Ministres d'AFRISTAT a tenu sa 8<sup>ème</sup> réunion le 19 septembre 2000 à Paris (France) sous la présidence de M. Tertius Zongo, Ministre de l'Economie et des Finances du Burkina Faso.

71. Au cours de cette réunion, le Conseil des Ministres a examiné et adopté le Règlement relatif aux nomenclatures communes d'activités et de produits ainsi que le PROSMIC. Il a aussi décidé d'admettre la République de Guinée comme membre d'AFRISTAT.

72. Parmi d'autres questions inscrites à l'ordre du jour, le Conseil des Ministres a également fait le point sur les contributions des Etats au Fonds AFRISTAT.

## **3.2. AMELIORATION DU SYSTEME DE COMPTABILITE DE LA DIRECTION GENERALE D'AFRISTAT**

73. Le Ministère français des Affaires étrangères appuie la Direction générale en matière d'amélioration de la tenue de sa comptabilité. Les missions d'assistance technique comptable, déjà reçues par la Direction générale, avaient pour objectif d'élaborer pour AFRISTAT une comptabilité analytique et des outils pour le suivi rapproché de la gestion budgétaire et financière. Cette assistance se poursuivra au cours de l'année 2002.

## **3.3. ETAT D'AVANCEMENT DE L'ETUDE « AFRISTAT APRES 2005 »**

74. Après l'adoption des termes de référence, le schéma arrêté par le Comité de direction pour mener l'étude a été mis en place. On se rappelle que celle-ci entre dans le cadre des réflexions sur toutes les questions importantes portant sur le devenir d'AFRISTAT, compte tenu des changements intervenus dans la région couverte par l'Observatoire, depuis septembre 1993, date de la signature à Abidjan du traité créant AFRISTAT.

75. Le séminaire, organisé du 7 au 9 mai 2001 à Bamako, marque le lancement des activités de l'étude. Il s'agit de la première phase dont le but est d'examiner le rôle d'AFRISTAT dans le renforcement des capacités statistiques en Afrique subsaharienne.

76. Ainsi, le principal objectif de ce séminaire était *d'engager une première discussion entre Etats membres, organismes d'intégration régionale et partenaires au développement sur la nature de la contribution d'AFRISTAT au renforcement des capacités statistiques de ses Etats membres, à la lumière de l'évolution prévisible des processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, du rôle crucial de la réduction de la pauvreté dans les stratégies de croissance et de développement humain durable d'une part et des problèmes et difficultés rencontrés par AFRISTAT dans l'accomplissement de sa mission d'autre part.*

77. Les travaux du séminaire étaient organisés autour de plusieurs communications regroupées en cinq thèmes :

- Contribution d'AFRISTAT au renforcement des capacités statistiques de ses Etats membres au cours de la période 1996 – 2000 : objectifs, réalisations, problèmes et difficultés rencontrés, solutions adoptées ou préconisées.
- Rôle et place d'AFRISTAT dans le dispositif institutionnel de l'intégration régionale (CEMAC, UEMOA, CEDEAO) : point de vue des organismes d'intégration régionale et des partenaires au développement.
- Evolution prévisible des processus d'intégration en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale au cours des cinq prochaines années et implications sur le renforcement des capacités statistiques.
- Renforcement des capacités statistiques, cadres stratégiques pour la réduction de la pauvreté et programmes statistiques nationaux, sous-régionaux, régionaux et internationaux.
- Contribution attendue d'AFRISTAT au renforcement des capacités statistiques au cours de la période 2001 à 2005 et perspectives pour la décennie suivante.

78. Les débats avaient donné lieu aux principales recommandations suivantes :

- i. aborder avec pragmatisme l'évolution institutionnelle éventuelle d'AFRISTAT, notamment en prenant soin de préserver et de renforcer les acquis (souplesse dans le fonctionnement, méthode de travail participative, sécurisation du financement à long terme) ;
- ii. étudier le mode de fonctionnement du Conseil des Ministres au vu des difficultés rencontrées au cours des cinq premières années de fonctionnement d'AFRISTAT ;
- iii. redéfinir le cadre des relations fonctionnelles (répartition des tâches, complémentarités) entre les organisations d'intégration régionale et AFRISTAT, notamment pour ce qui concerne l'harmonisation des concepts et des nomenclatures ;
- iv. procéder à l'analyse approfondie de l'ensemble des composantes du système statistique africain (INS, organisations d'intégration régionale, banques centrales, AFRISTAT, CEA, etc.).

79. Par ailleurs, dans une optique à plus court terme, les participants ont souhaité que :

- i. les marges de manœuvre dégagées par la réduction de la dette soient mises à profit par les Etats membres pour allouer les ressources indispensables au renforcement des capacités statistiques, notamment pour l'élaboration et la gestion de stratégies de lutte contre la pauvreté ;
- ii. la coopération entre AFRISTAT et les organisations d'intégration régionale soit renforcée ;
- iii. AFRISTAT puisse apporter son appui aux INS des Etats membres pour organiser leur dialogue avec leurs autorités politiques et les organisations internationales, notamment pour la définition et l'évaluation des politiques de réduction de la pauvreté ;
- iv. le rôle d'AFRISTAT dans le domaine de la formation continue soit précisé.

### **3.4. PARTICIPATION D'AFRISTAT AUX REUNIONS A CARACTERE INSTITUTIONNEL ORGANISEES PAR LES PARTENAIRES**

80. AFRISTAT a été représenté, au cours de la période sous revue, à plusieurs rencontres dont les principaux thèmes des travaux portaient sur le renforcement institutionnel des capacités des systèmes statistiques nationaux et des institutions sous-régionales d'intégration économique.

#### **3.4.1. Réunions des Ministres de l'économie et des finances des pays de la Zone Franc**

81. Le Directeur Général a assisté aux réunions des Ministres de l'économie et des finances qui se sont tenues le 19 septembre 2000 et le 25 avril 2001 respectivement à Paris et à Abidjan.

#### **3.4.2. Comité de convergence de la Zone Franc**

82. En sa qualité de membre du Comité de convergence de la Zone Franc, AFRISTAT a été représenté à la réunion organisée par ce comité le 18 septembre 2000 à Paris sur les thèmes suivants : stratégies et attentes des émetteurs, mobilisation d'une épargne longue au profit des projets industriels et commerciaux, et structure du marché financier.

83. Il a aussi participé le 9 mars 2001 à Ouagadougou à une autre réunion sur la définition d'un mécanisme d'alerte pour la prévention des arriérés, entre autres sujets.

#### **3.4.3. Réunions des organismes du Système des Nations unies**

84. La Commission de statistique des Nations unies a tenu sa 32<sup>ème</sup> session du 6 au 9 mars 2001 à New York. AFRISTAT y a pris part ainsi qu'une délégation de l'INS de la Côte d'Ivoire. Les sujets discutés au cours de cette session portaient notamment sur les statistiques sociales, les statistiques économiques, les statistiques des ressources naturelles et de l'environnement ainsi que d'autres questions comme les classifications et nomenclatures internationales, et la coordination et l'intégration des programmes statistiques.

85. AFRISTAT a été représenté, du 23 au 26 avril 2001, à la réunion de l'Equipe spéciale du CASD chargée d'évaluer la mise en œuvre du PAAA et à la 10<sup>e</sup> session du CASD à Addis-Abeba. Les deux réunions organisées par la Division des services de l'information pour le développement de la CEA avaient pour objectif principal d'examiner et d'adopter le rapport d'évaluation du PAAA établi une année plus tôt par une équipe de consultants.

86. Les travaux de la 10<sup>e</sup> session du CASD avaient été particulièrement marqués par les échecs de ce plan et les rôles joués par le Secrétariat exécutif de la CEA et le CASD pour sa mise en œuvre. Des discussions fort nourries avaient porté aussi sur les rapports entre PARIS21 et le CASD.

#### **3.4.4. PARIS21**

87. En sa qualité de membre du Comité de pilotage intérimaire de PARIS21, AFRISTAT a pris part à la première réunion de cette instance le 5 mars 2001 à New York, réunion au cours de laquelle le programme d'activités pour les trois prochaines années a été discuté.

#### **3.4.5. Autres réunions et activités**

88. Dans le cadre des activités de l'Institut international de statistique (IIS), AFRISTAT a pris part, du 4 au 8 septembre 2000 à Montreux (Suisse), à la conférence de l'Association internationale pour la statistique officielle (AISO) sur le thème « Statistique, droits de l'homme et développement ». Dans le même ordre d'idées, il a participé à la session de l'IIS organisée à Séoul (Corée du Sud) au mois d'août 2001.

89. AFRISTAT a été représenté à la réunion de concertation franco-britannique sur la coopération statistique qui s'est tenue du 8 au 9 janvier 2001 à Londres. Cette réunion, suite à celle organisée par l'INSEE en septembre 1998 à Paris, regroupait les responsables de l'INSEE chargés de la coopération, un représentant du Ministère français des Affaires étrangères, des responsables du DFID ainsi que des représentants d'EUROSTAT. Au cours de cette rencontre plusieurs points avaient été discutés notamment les objectifs de la coopération statistique de l'INSEE et du DFID, le rôle de la Division de la statistique et de la Commission de statistique des Nations unies dans le développement statistique, PARIS21, l'avenir du CASD, la formation statistique, l'assistance de l'Union européenne et l'amélioration des liens entre les agences donatrices européennes.

90. AFRISTAT a participé aussi à la réunion du Comité consultatif pour la statistique du PNUD, organisée le 5 mars 2001 à New York. Un des points importants inscrits à l'ordre du jour de cette réunion portait sur l'élaboration du rapport annuel sur le développement humain.

91. En marge des délibérations des concours ISE et ITS, AFRISTAT a pris part à la treizième réunion annuelle des directeurs des écoles de statistique africaines (CODESA), tenue le 29 juin 2001 à Paris. Les questions relatives au fonctionnement des trois écoles (ENSEA, ENEA et ISSEA) ont été évoquées.

92. Un des experts en comptabilité nationale d'AFRISTAT a assisté au Comité Directeur du module ERETES tenu à Luxembourg les 17 et 18 mai 2001. Cette réunion a été précédée d'un atelier technique sur la version trois du module ERETES à l'INSEE à Paris du 14 au 15 mai 2001. Le Comité Directeur a retenu le principe d'une formation des formateurs à la version trois du module ERETES au CEFIL à Libourne du 27 au 31 août 2001. Il a été retenu aussi le principe de la poursuite des maintenances correctives du module ainsi que la phase terminale de l'outil d'intégration des comptes des secteurs institutionnels au module ERETES.

93. AFRISTAT a été représenté à la réunion de présentation du Schéma directeur de la statistique de la Mauritanie qui a eu lieu du 14 au 15 janvier 2001 à Nouakchott.

94. La Direction générale a accueilli, au cours du troisième trimestre 2001, une mission d'étude de la East African Community<sup>f</sup> venue s'informer des activités d'AFRISTAT dans l'optique de créer et de développer des relations de coopération, notamment par l'échange d'informations et de publications statistiques et par l'organisation de groupes de travail communs sur des questions intéressant les deux parties.

---

<sup>f</sup> La East African Community regroupe le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie.

## **4. APPUI AUX SYSTEMES STATISTIQUES NATIONAUX ET AUX INSTITUTIONS SOUS-REGIONALES D'INTEGRATION ECONOMIQUE**

95. La Direction générale d'AFRISTAT, conformément aux missions qui lui sont assignées, apporte régulièrement son appui aux INS et aux institutions d'intégration économique de la région. Cette partie du rapport reprend d'une part les activités menées pour le renforcement institutionnel et l'harmonisation des moyens méthodologiques des Etats membres ou de ces institutions en matière de traitement de l'information statistique, et d'autre part résume les conclusions des missions conduites par les experts d'AFRISTAT auprès des SSN des Etats membres. Les travaux réalisés pour le compte des institutions sous-régionales d'intégration économique ou les Etats non-membres seront aussi évoqués.

### **4.1. RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL**

#### **4.1.1. Evaluation du dispositif statistique pour la surveillance multilatérale des pays membres de la CEMAC**

96. Dans le souci d'accélérer l'intégration socio-économique de leurs pays respectifs, les Chefs d'Etat de la CEMAC, au cours de leur conférence tenue en juin 1999 à Malabo (Guinée Equatoriale), avaient interpellé AFRISTAT pour qu'il aide les Etats membres à mettre à niveau leurs systèmes statistiques nationaux. Conformément à ces instructions, AFRISTAT avait élaboré un programme statistique biennal approuvé en mars 2000 à Douala (Cameroun).

97. Au cours des démarches engagées par le Secrétariat exécutif pour le financement de ce programme, il avait été décidé de réaliser un bilan plus exhaustif des systèmes statistiques nationaux des Etats de la CEMAC pour mieux éclairer les autorités nationales, le Secrétariat exécutif de la CEMAC et les partenaires intéressés par le développement de la statistique dans ces pays.

98. C'est dans ce contexte que la mission circulaire d'identification de la situation statistique a été réalisée par une équipe composée des représentants du Secrétariat exécutif de la CEMAC, de la BEAC, d'EUROSTAT et d'AFRISTAT. La mission s'est déroulée en deux phases : (i) du 22 janvier au 3 février 2001 et du 19 février au 8 mars 2001. Du côté AFRISTAT, elle était composée du Directeur Général Adjoint et d'un expert en comptabilité nationale. Auparavant, une réunion de concertation CEMAC/EUROSTAT/AFRISTAT, à laquelle a pris part le Directeur Général d'AFRISTAT, s'est tenue, le 19 décembre 2000 à Douala, pour finaliser les termes de référence de cette mission financée en grande partie par EUROSTAT.

99. En plus de l'établissement de l'état des systèmes statistiques nationaux des Etats membres et de l'examen de la fiabilité des informations produites, la mission avait fait un recensement des appuis existants ou en préparation par les bailleurs de fonds. La mission a aussi examiné la possibilité d'utiliser les informations existantes dans le cadre de la surveillance multilatérale et a proposé un plan d'action à court terme d'amélioration des statistiques nécessaires à la surveillance multilatérale. En conclusion, la mission a recommandé d'entreprendre des actions de rénovation des appareils statistiques nationaux et la mise en place au sein du Secrétariat exécutif de la CEMAC d'une structure en mesure de prendre en charge la coordination statistique pour les besoins communautaires.

100. A l'issue de cette mission, la Direction générale a rédigé un aide-mémoire que l'un de ses représentants a présenté à l'atelier sur la surveillance multilatérale et l'harmonisation des statistiques dans la CEMAC, qui s'est tenu du 17 au 20 avril 2001 à Brazzaville (Congo). Au cours de ce séminaire, le représentant d'AFRISTAT a aussi présenté une communication intitulée « *Harmonisation statistique : contribution d'AFRISTAT aux travaux de comptabilité nationale et d'indices des prix à la consommation dans les pays de l'UEMOA* ».

#### **4.1.2. Mission d'évaluation des comptes nationaux et des indices des prix à la consommation dans les pays de la CEDEAO non-membres de l'UEMOA**

101. Le Secrétariat exécutif de la CEDEAO a sollicité la Direction générale pour préparer un projet d'harmonisation des comptes nationaux et des indices des prix dans ses quinze Etats membres. En collaboration avec le Secrétariat exécutif de la CEDEAO, une mission circulaire d'experts d'AFRISTAT (prix, comptes nationaux et informatique) s'est rendue en mai et juin 2001 dans les pays de la CEDEAO non-membres de l'UEMOA<sup>9</sup> (Cap-Vert, Gambie, Ghana, Guinée, Liberia, Nigeria et Sierra Leone) pour établir un bilan de l'existant. Un rapport a été rédigé à cet effet et des propositions ont été formulées pour amorcer les travaux d'harmonisation dans ces domaines à l'instar de ce qui se fait dans les pays de l'UEMOA.

#### **4.1.3. Elaboration du programme statistique pluriannuel du Tchad**

102. La Banque mondiale a accordé au gouvernement tchadien un don (Fonds fiduciaire) destiné au financement des activités de renforcement des capacités statistiques du Tchad. Le projet financé par ce don sera exécuté en deux phases. La première phase consiste à élaborer un Programme pluriannuel de renforcement des capacités statistiques institutionnelles sur six ans et la seconde à mettre en œuvre les activités prévues dans ce programme. La première phase a été confiée à AFRISTAT.

103. L'objectif de la première phase consiste à assister le gouvernement du Tchad dans l'élaboration de son programme pluriannuel et multisectoriel de développement de la statistique de six ans. Parmi d'autres activités, en accord avec les autorités tchadiennes, la Direction générale d'AFRISTAT devrait aider celles-ci à mettre en place le nouvel Institut de la statistique créé en remplacement de la Direction de la statistique, des études économiques et démographiques.

104. AFRISTAT sera aussi sollicité dans la deuxième phase pour l'implantation du module informatique ERETES d'élaboration des comptes nationaux.

105. Le contrat de service a été mis en place en février 2001 et prendra fin en décembre 2001. D'une manière générale, la séquence des activités à mener est la suivante : (i) évaluer les programmes sectoriels élaborés par les services nationaux producteurs des données statistiques ; (ii) analyser les besoins des utilisateurs ; (iii) organiser un atelier de concertation utilisateurs/producteurs ; (iv) élaborer le programme ; (v) organiser un atelier de présentation, de consensus et de validation du programme.

106. Au terme de l'exécution du contrat, les produits attendus sont les suivants :

- a) un rapport sur la situation du système statistique tchadien ;
- b) une étude sur les besoins des utilisateurs au Tchad ;
- c) un programme de développement de la statistique sur six ans accompagné d'un plan d'actions pour la première année ;
- d) une évaluation du coût du programme ;
- e) un rapport technique et financier d'exécution des travaux.

107. Au 31 août 2001, le rapport sur la situation du SSN a été finalisé et une étude sur les besoins des utilisateurs a été réalisée par un consultant national recruté par la Direction générale. Dans les prochaines semaines, un séminaire sera organisé à N'Djamena pour discuter de la première mouture du programme pluriannuel d'activités statistiques.

---

<sup>9</sup> Les pays de l'UEMOA sont sous programmes d'harmonisation des comptes nationaux (Volet « comptabilité » du PARSTAT) et de prix (IHPC et Volet « prix » du PARSTAT) avec l'appui technique d'AFRISTAT.

108. Par ailleurs, AFRISTAT a apporté son appui à un consultant international recruté par le PNUD pour l'élaboration du statut du personnel du futur Institut de la statistique, des études économiques et démographiques du Tchad (INSEED).

#### **4.1.4. Evaluation de l'appareil statistique du Congo**

109. La Banque mondiale a associé la Direction générale à une mission d'évaluation du système statistique congolais dans le cadre du projet « Renforcement des capacités pour la transparence et la bonne gouvernance au Congo ». La mission a eu lieu du 3 au 9 juin 2001 à Brazzaville.

#### **4.1.5. Appui pour le renforcement du système statistique du Burundi**

110. Un expert d'AFRISTAT a séjourné à Bujumbura du 22 juillet au 4 août 2001 à la demande des autorités de ce pays et sur financement de la Banque mondiale dans le cadre des activités de suivi de la pauvreté au Burundi.

111. L'objet de la consultation était d'une part de définir, après une brève revue de la situation actuelle du système statistique national du Burundi, un programme d'appui d'urgence pour le renforcement de l'appareil statistique burundais, et d'autre part de proposer aux autorités nationales un mécanisme d'élaboration d'un programme de développement statistique à long terme. En particulier, la mission visait les objectifs spécifiques suivants : (i) évaluer la situation actuelle du système statistique burundais ; (ii) définir un programme statistique d'urgence ; (iii) dégager les principales orientations pour un programme de développement statistique à moyen terme.

112. A l'issue de cette consultation, l'expert a présenté aux autorités burundaises et à la Banque mondiale :

- un rapport sur l'évaluation du système statistique du Burundi comprenant, outre l'étude-diagnostic du système actuel, une proposition de mécanisme d'élaboration d'un programme de développement statistique, une liste des publications du système statistique national et une liste des principaux indicateurs socio-économiques élaborés au Burundi ;
- une proposition de programme statistique d'urgence pour les deux prochaines années.

#### **4.1.6. Appui au Programme de développement municipal**

##### *4.1.6.1. Etude sur les sources d'informations socio-démographiques*

113. La Direction générale a mené au début de l'année 2001, pour le compte du PDM (Programme de développement municipal), une étude sur la disponibilité, la fiabilité, la diversité, l'accessibilité et le coût d'accès à l'information nécessaire à la réalisation des études ECOLOC (Economie locale) dans la zone d'intervention du PDM. Cette étude a été financée par le Club du Sahel (OCDE).

##### *4.1.6.2. Elaboration d'une méthodologie de réalisation d'enquêtes légères sur le secteur informel et la consommation des ménages*

114. Le PDM, organisme sous-régional basé à Cotonou soutenant les politiques de décentralisation et de renforcement des capacités des collectivités locales dans sa zone d'intervention en Afrique, développe depuis quelques années un important programme sur les économies et les finances locales essentiellement centré sur la mise en place d'un observatoire des finances locales dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Cet observatoire débouche notamment sur la constitution de bases de données sur les finances et les budgets des collectivités locales des pays de la région. Pour mener à bien sa mission, le PDM se doit de collecter des informations au niveau local sur l'emploi, le secteur informel et la consommation des ménages. Ce travail a été accompli dans le passé par plusieurs experts dans différents pays (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Sénégal, etc.). Cependant, leurs méthodologies n'étaient pas harmonisées. Le PDM a donc contacté la Direction générale

d'AFRISTAT pour appuyer à bâtir une méthodologie harmonisée d'enquêtes légères permettant d'atteindre les objectifs ci-dessus. La Direction générale a collaboré dans le cadre de ce travail avec l'ENSEA d'Abidjan.

115. Le bilan de l'existant a montré que les enquêtes, mises en œuvre dans le passé, présentaient des faiblesses sur le plan méthodologique. Pour ne citer que les plus importantes, on a relevé que la méthode utilisée pour collecter les dépenses (un passage unique) permettait difficilement d'obtenir une estimation des dépenses annuelles de bonne qualité. Le concept de secteur informel n'était pas défini et par conséquent le champ de l'enquête non rigoureusement délimité. La conséquence logique étant la non-comparabilité des résultats issus de ces différentes enquêtes. En outre, la méthodologie adoptée pour mesurer le secteur informel ne permettait pas l'exhaustivité. Elle ne permet que de bien couvrir la partie émergée du secteur informel, c'est-à-dire celle des activités qui se déroulent en un lieu physique fixe. Enfin, l'estimation des agrégats sur une base annuelle se heurtait à la non-prise en compte de la saisonnalité des activités du fait que l'enquête se déroulait en un passage unique et du choix d'un seul jour pour établir les comptes des unités de production informelles (UPI).

116. A la suite de ce constat, une nouvelle approche a été proposée. Le document rédigé à cet effet propose une méthodologie générale des enquêtes, un plan de sondage, une méthode d'estimation des agrégats annuels et des supports de collecte.

#### **4.1.7. Appui à l'Association malienne de statistique**

117. Au cours de la période sous revue, la Direction générale a apporté un appui appréciable dans la relance des activités de l'Association malienne de statistique (AMSTAT). Elle a notamment contribué à l'élaboration d'un programme d'activités pour les années 2001 et 2002.

### **4.2. COMPTABILITE NATIONALE ET NOMENCLATURES**

118. Les activités menées dans ce domaine concernent principalement la finalisation du guide méthodologique d'élaboration des comptes nationaux pour les Etats membres d'AFRISTAT et les travaux d'implantation du module ERETES dans plusieurs pays. Cependant, les travaux d'implantation du module ERETES menés dans le cadre du projet PARSTAT sont décrits au paragraphe 5.1.

#### **4.2.1. Finalisation du guide méthodologique d'élaboration des comptes nationaux**

119. Le guide méthodologique d'élaboration des comptes nationaux a été finalisé au cours du premier trimestre de l'année 2001. Il a fait l'objet d'une édition provisoire et a été largement diffusé dans les Etats membres, ainsi qu'auprès de nos principaux partenaires.

#### **4.2.2. Travaux d'implantation du module ERETES (hors programme PARSTAT)**

##### *4.2.2.1. Au Congo*

120. A la demande des autorités congolaises, un expert en comptabilité nationale d'AFRISTAT s'est rendu à Brazzaville du 16 au 22 août 2001 pour faire un nouvel état des lieux dans le domaine des comptes nationaux et étudier dans quelle mesure une implantation du module ERETES y était envisageable.

##### *4.2.2.2. Mission en Guinée*

121. Suite à l'adhésion de la République de Guinée à AFRISTAT, un expert en comptabilité nationale d'AFRISTAT s'est rendu à Conakry en janvier 2001 pour effectuer un état des lieux concernant les comptes nationaux guinéens et pour proposer un programme d'améliorations à court et moyen termes.

#### 4.2.2.3. *Au Mali*

122. L'accompagnement de l'implantation d'ERETES au Mali s'est poursuivi. Les experts d'AFRISTAT se sont rendus à la DNSI et des comptables nationaux maliens se sont également rendus à AFRISTAT. Les travaux de la première année courante (1998) ont débuté. Les sources sont en cours de traitement avant leur chargement dans la base.

#### 4.2.2.4. *En Mauritanie*

123. Les travaux de rénovation des comptes nationaux en Mauritanie se sont poursuivis sur financement du Service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France en Mauritanie.

124. AFRISTAT a apporté son appui à cette rénovation, qui passe notamment par l'implantation du module ERETES, par cinq missions qui se sont déroulées en octobre et décembre 2000, et en février, mai et juin 2001.

125. Ces missions ont permis de boucler les comptes de l'année de base 1998 et d'entamer les travaux relatifs à la première année courante, jusqu'aux travaux sur les équilibres ressources-emplois et les comptes de branches.

#### 4.2.2.5. *Au Sénégal*

126. A la demande des autorités sénégalaises, AFRISTAT a effectué du 20 au 24 novembre 2000 une mission préparatoire à l'implantation du module ERETES. Elle a permis de présenter les travaux nécessaires au paramétrage de la base (nomenclatures) et de faire l'inventaire des sources disponibles et nécessaires pour les travaux avec le module. Les travaux sur les nomenclatures et sur les sources ont été initiés.

### 4.2.3. 4.2.4. Nomenclatures

127. Après leur adoption par le Conseil des Ministres de septembre 2000, les nomenclatures d'activités (NAEMA) et de produits (NOPEMA) des Etats membres d'AFRISTAT ont fait l'objet d'une diffusion sur support papier (janvier 2001).

128. Un CD-Rom a également été préparé par les experts statisticiens-informaticiens d'AFRISTAT. Il a fait l'objet d'une large diffusion. Les nomenclatures d'activités et de produits sont également consultables sur le site Internet d'AFRISTAT.

## 4.3. CONJONCTURE ET PREVISION ECONOMIQUE

129. L'arrivée de l'expert macro-économiste en août 2000 a permis de démarrer le programme des travaux dans les domaines de la conjoncture et de la prévision économique.

130. AFRISTAT a ainsi organisé, du 6 au 10 novembre 2000 à Douala (Cameroun), un séminaire sur les méthodes de suivi de la conjoncture à court terme dans les Etats membres de la CEMAC. Financé par le Ministère français des Affaires étrangères, l'atelier a vu la participation des délégués des six Etats membres de la CEMAC, des représentants de la BEAC, de la BCEAO et de la Banque de France, ainsi que d'assistants techniques français en poste au Cameroun, en Centrafrique et en Guinée Equatoriale. Il était animé par des experts du Ministère français des Affaires étrangères, de l'Agence française de développement et d'AFRISTAT.

131. Cette rencontre, aux objectifs à la fois pédagogiques et opérationnels, a été l'occasion d'un échange de points de vue sur les méthodes de suivi de la conjoncture et de la prévision économique dans les Etats membres de la CEMAC. Elle a permis de confronter les analyses de la conjoncture économique faites par les services nationaux, et notamment d'apprécier ce qui revenait aux spécificités nationales et ce qui dépendait de l'environnement international. Ce séminaire a été également l'occasion de discuter d'un rapprochement des méthodes de suivi de la conjoncture et de la prévision à court terme dans la sous-région pour une plus grande convergence des analyses et un dialogue plus efficace.

132. Deux séminaires du même type ont été organisés à Bamako, du 5 au 9 février 2001, pour les Etats d'Afrique de l'Ouest membres d'AFRISTAT, et à Libreville, du 6 au 9 mars 2001, de nouveau pour les pays de la CEMAC.

133. AFRISTAT a par ailleurs organisé à Bamako, du 19 au 23 mars 2001, un séminaire sur la modélisation pour la prévision économique à court terme. Les participants provenaient des dix-sept Etats membres d'AFRISTAT, de la BCEAO, de la BEAC, de la Commission de l'UEMOA et du Secrétariat exécutif de la CEMAC. Les enseignants en macroéconomie des écoles de statistique d'Abidjan, Dakar et Yaoundé, ainsi qu'un assistant technique français en poste à Abidjan, y ont également pris part. Il a été animé par des experts de la Banque mondiale, de l'ENSEA d'Abidjan et d'AFRISTAT.

134. Ce séminaire a permis de mettre en lumière les qualités que doit réunir un modèle de prévision à court terme adapté aux conditions concrètes des économies et du développement statistique en Afrique subsaharienne. Au terme du séminaire, les grandes lignes d'une stratégie commune de développement des modèles économiques dans la sous-région ont été adoptées.

135. Par ailleurs, la Guinée a demandé et obtenu une mission d'AFRISTAT du 26 avril au 3 mai 2001. Il s'agissait de faire le point sur le système guinéen de modélisation et d'étudier les améliorations possibles à y apporter.

136. Enfin, la Direction générale a fourni une assistance technique à la DNSI du Mali pour l'amélioration de l'information conjoncturelle. En accord avec les recommandations du PROSMIC, il s'agit de créer un bulletin trimestriel d'information conjoncturelle devant être publié six semaines après la fin du trimestre (avec mise à jour mensuelle des indicateurs clés), et une note de conjoncture huit semaines après la fin du trimestre. Cette activité est financée directement par le Service de Coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France au Mali.

#### **4.4. STATISTIQUES D'ENTREPRISES**

137. Un questionnaire a été mis au point et envoyé aux INS des Etats membres d'AFRISTAT au début de l'année 2001 pour faire l'état des lieux des différents travaux relatifs aux entreprises au sein de ces INS. A ce jour, huit Etats membres sur dix-sept ont répondu.

#### **4.5. STATISTIQUES DES PRIX ET ENQUETES AUPRES DES MENAGES**

##### **4.5.1. Statistiques des prix**

###### *4.5.1.1. Statistiques des prix dans les pays de la CEMAC*

###### **a) Mise en place technique de l'indice des prix à la consommation**

138. La collecte des prix de base s'est déroulée tout au long de l'année 2000 dans les neuf villes retenues. Celle des prix courants se poursuit en 2001 selon la méthodologie harmonisée avec un appui financier partiel de la France.

139. Les prix de base du nouvel indice harmonisé ont pu être calculés. Seule la non-disponibilité des pondérations, en raison du manque de financement des enquêtes sur les dépenses des ménages, a empêché la production des indices dans l'ensemble des pays.

140. Le Secrétariat exécutif de la CEMAC et AFRISTAT ont organisé deux séminaires de formation auxquels ont participé deux cadres de chacun des six INS et un expert du Secrétariat exécutif de la CEMAC. Les deux séminaires ont été animés par un expert statisticien informaticien et l'expert en statistiques des prix d'AFRISTAT. Le premier, financé par le Ministère français des Affaires étrangères, s'est tenu à Brazzaville dans les locaux de l'agence de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) du 7 au 10 novembre 2000, et le second, financé par AFRISTAT, s'est tenu à Douala dans les locaux de l'agence de la BEAC du 10 au 13 juillet 2001. Les travaux

du premier ont porté d'une part, sur les activités menées dans les services des prix des INS, et d'autre part, sur l'application informatique CHAPO (Calcul HArmonisé des Prix par Ordinateur) pour les travaux d'apurement et de traitement des données. Les travaux du second séminaire ont porté sur la finalisation du calcul des prix de base, sur un rappel des procédures d'apurement des données à l'aide de l'application informatique CHAPO et sur une formation à l'analyse des données.

141. La Direction générale a suivi régulièrement l'avancement des travaux du projet par l'envoi de courriers électroniques, par des appels téléphoniques, par l'intermédiaire des séminaires susmentionnés et par des missions d'assistance technique.

142. Une mission s'est ainsi déroulée durant les mois de janvier et février 2001 auprès des six INS concernés par le projet. Elle avait pour principal objectif de faire le point sur la collecte des prix de base et d'apporter un appui technique pour l'achèvement des travaux de détermination de ces prix.

#### **b) Autres activités**

143. La Direction générale de la statistique et des comptes nationaux de la Guinée Equatoriale a souhaité mettre en place un indice provisoire des prix à la consommation sans attendre la réalisation de l'enquête sur les dépenses des ménages. A cet effet, l'expert en statistiques des prix a effectué deux missions à Malabo en décembre 2000 et en mars 2001 pour apporter un appui technique à la production de cet indice et à l'élaboration de publications mensuelles sur les statistiques des prix. Les indices mensuels de 2001 de Malabo ont été calculés et les publications mensuelles élaborées régulièrement.

144. Par ailleurs, la Direction générale a aussi apporté un appui technique à la Division de la statistique et des études économiques du Centrafrique pour l'élaboration mensuelle d'une publication sur les indices des prix à la consommation.

#### *4.5.1.2. Statistiques des prix dans les pays de l'UEMOA*

145. On rappelle qu'à la suite du Projet d'harmonisation des indices des prix à la consommation des pays de l'UEMOA, le nouvel indice harmonisé paraît régulièrement dans les sept Etats concernés (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal et Togo) depuis janvier 1998.

146. Sur financement du Ministère français des Affaires étrangères, la Direction générale a organisé, du 28 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2000 à Bamako, un séminaire de formation aux techniques d'analyse de l'évolution des indices des prix. Chacun des sept Etats suivants membres de l'Union économique et monétaire Ouest-africaine (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal et Togo) était représenté par deux experts de l'Institut national de statistique. La Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et la Commission de l'UEMOA ont également pris part à ce séminaire.

147. Les participants ont émis des recommandations pour rendre plus fiables encore les données de base des IHPC et ils ont adopté des outils harmonisés d'analyse des indices des prix.

148. Auparavant, l'expert en statistiques des prix avait effectué, à la demande des INS du Burkina Faso et du Niger, une mission d'assistance technique à Niamey du 3 au 6 octobre 2000 et une autre à Ouagadougou du 23 au 27 octobre 2000.

149. Suite au séminaire, plusieurs INS ont intégré dans leurs publications mensuelles les indices de nomenclatures secondaires. Ces nomenclatures secondaires portent sur l'origine, la durabilité et le secteur de production des produits. Une autre nomenclature secondaire distingue les produits frais, l'énergie et l'ensemble hors produits frais et énergie.

## 4.5.2. Enquêtes auprès des ménages

### 4.5.2.1. *Projet Prix CEMAC*

150. La situation évolue peu à peu pour le volet Enquête de ce projet. Trois pays sont bien avancés :

- le Cameroun a terminé la réalisation de l'enquête sur les dépenses des ménages de Yaoundé et Douala et se trouve à la phase d'apurement et de traitement ;
- le Tchad a achevé les travaux préparatoires et est en attente du déblocage du financement de la Banque mondiale pour lancer les opérations de terrain de l'enquête nationale sur la consommation et le secteur informel ;
- le Gabon vient d'obtenir un financement partiel sur son budget national pour la réalisation de l'enquête sur les dépenses des ménages de Libreville, dont les opérations de terrain pourraient débuter au premier trimestre 2002.

151. Deux autres pays pourraient obtenir rapidement un financement :

- la Guinée Equatoriale a obtenu un financement sur son budget national pour la réalisation du recensement de la population et essaie d'en profiter pour obtenir le financement de l'enquête sur les dépenses des ménages de Malabo et Bata ;
- le Congo a demandé un financement pour la réalisation de l'enquête sur les dépenses des ménages de Brazzaville et Pointe-Noire dans le cadre du projet de renforcement des capacités soutenu par la Banque mondiale.

152. Seul le Centrafrique éprouve des difficultés à obtenir un financement.

#### **a) Enquête sur les dépenses des ménages de Yaoundé et Douala**

153. Deux missions d'assistance technique, composées d'un statisticien informaticien et de l'expert en enquêtes auprès des ménages, se sont rendues à Yaoundé du 28 octobre au 3 novembre 2000 et du 25 avril au 4 mai 2001.

154. La première mission a essentiellement consisté en un appui à l'élaboration des programmes de saisie-contrôle des données. La seconde mission était consacrée à l'apurement. La procédure a été testée sur les données de la première vague.

#### **b) Enquête nationale sur la consommation et le secteur informel au Tchad**

155. L'expert en secteur informel, pauvreté et emploi et l'expert en enquêtes auprès des ménages se sont rendus à N'Djamena du 27 septembre au 5 octobre 2000, sur financement de la Banque mondiale, pour assister au séminaire méthodologique qui marquait le lancement de la préparation de l'enquête nationale sur la consommation et le secteur informel au Tchad (ECOSIT 2). Le Tchad a inclus dans cette enquête l'objectif d'obtenir les pondérations pour son IHPC. Le questionnaire que les experts d'AFRISTAT ont proposé se base sur les enquêtes dépenses UEMOA et les enquêtes 1-2-3 sur le secteur informel, avec un volet social.

156. L'expert en enquêtes auprès des ménages a effectué une mission d'assistance technique à N'Djamena, du 23 au 30 janvier 2001, sur financement de la Banque mondiale, dans le cadre de la préparation de l'enquête nationale sur la consommation et le secteur informel au Tchad (ECOSIT 2). La mission a été principalement consacrée au plan de sondage qui pose quelques difficultés, notamment à cause de la situation dans le Nord du pays, et à la finalisation des documents méthodologiques.

157. La mission a pu assister à la dernière séance de formation des contrôleurs. Pour la suite des opérations, le calendrier dépend essentiellement du déblocage des fonds de la Banque mondiale.

### c) Enquête sur les dépenses des ménages de Libreville

158. L'expert en enquêtes auprès des ménages a effectué une mission à Libreville, du 18 au 24 juin 2001, pour lancer les travaux préparatoires de l'enquête sur les dépenses des ménages de Libreville. La Direction générale de la statistique et des études économiques (DGSEE) a pu obtenir un financement sur le budget national d'investissement. Le montant obtenu ne couvre pas le budget de l'opération, mais la DGSEE devrait pouvoir compléter ce montant par son budget de fonctionnement ou par un appui extérieur.

159. Depuis le lancement du projet prix CEMAC, la documentation relative au projet prix UEMOA a été largement diffusée. Cependant, l'équipe responsable de l'enquête étant nouvelle, il lui a été remis les documents méthodologiques de l'enquête que vient de réaliser le Cameroun.

160. Le calendrier de l'enquête a été remanié pour tenir compte de plusieurs éléments susceptibles de nuire à la préparation de l'enquête et à la qualité des résultats : congés annuels, élections législatives, fêtes légales, etc. Il est donc proposé que la collecte ait lieu à partir de février 2002, ce qui laissera plus de temps pour que la nouvelle équipe se familiarise avec la méthodologie.

161. Pour le plan de sondage, la DGSEE dispose des compétences nécessaires pour mener à bien cette tâche.

#### 4.5.2.2. *Projet Prix UEMOA*

162. Dans le cadre du suivi de l'indice harmonisé des prix à la consommation, il était envisagé de réaliser des enquêtes complémentaires sur les dépenses des ménages. Des scénarios ont été rédigés et étudiés par le Groupe de travail du Comité de Suivi de l'IHPC. Comme il est prévu, dans le cadre du PARSTAT, de réaliser une enquête sur le secteur informel et l'emploi intégrant un volet dépenses dans l'agglomération principale des sept Etats disposant de l'IHPC, selon une méthodologie similaire à celle employée en 1996, les enquêtes complémentaires ne peuvent être réalisées actuellement.

#### 4.5.2.3. *Enquête Budget – Conditions de vie des ménages du Cap-Vert*

163. A la demande de l'Institut national de la statistique (INE) du Cap-Vert et sur un financement de la Banque mondiale, l'expert en enquêtes auprès des ménages s'est rendu à Praia, du 11 au 18 décembre 2000, pour mettre à jour le document de projet de l'enquête Budget – Conditions de vie des ménages, dont la collecte doit débiter au deuxième semestre 2001, proposer un programme de travail ainsi que la composition de la Cellule d'exécution du Projet et réviser les termes de référence de l'assistance technique.

164. L'enquête a pour principaux objectifs d'actualiser le panier et les pondérations de l'indice actuel des prix à la consommation, de fournir des données pour la comptabilité nationale, de fournir les informations statistiques nécessaires pour élaborer le premier Livre Blanc sur la pauvreté et d'actualiser les normes de consommation pour les produits de base. L'enquête sera financée par la Banque mondiale.

165. Un premier document de projet avait été élaboré en 1998 avec l'appui de l'INSEE. Le Cap-Vert ayant réalisé son recensement de la population en juin 2000, il convenait de reprendre le document pour tenir compte des nouvelles informations disponibles. En outre, étant donné le manque d'expérience des cadres de l'INE, il fallait prévoir une assistance technique pour la préparation des travaux et adapter en conséquence les termes de référence.

## 4.6. SECTEUR INFORMEL, EMPLOI ET PAUVRETE

### 4.6.1. Appui à la réalisation d'enquêtes visant à l'analyse de la pauvreté

166. Dans le cadre de l'Initiative pays pauvres très endettés (IPPTE), plusieurs Etats membres ont engagé, avec l'appui des partenaires au développement, la réalisation d'enquêtes devant servir d'une part, de nouvelle

base pour le suivi de la pauvreté, et d'autre part à la finalisation d'un Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). Il s'agit en général d'enquêtes de grande envergure (7 000 à 15 000 ménages) visant à appréhender les déterminants de la pauvreté, à analyser en profondeur les stratégies de survie des ménages pauvres (transferts inter-ménages, migrations, pluri-activité, etc.) et à produire des résultats à des niveaux géographiques plus fins que le niveau national. Le Tchad et le Cameroun sont parmi les pays qui ont entrepris de tels projets et ces deux Etats ont fait appel à la Direction générale pour les appuyer sur le plan méthodologique.

167. Cet appui méthodologique a consisté à travailler sur un certain nombre de points, à savoir :

- méthodologie générale des enquêtes ;
- plan de sondage ;
- finalisation des questionnaires ;
- collecte des prix ;
- plan d'analyse.

168. Après la phase de préparation technique, ces projets ont accusé un retard inhérent à la difficulté de déblocage des fonds. Ces activités se poursuivent.

#### **4.6.2. Appui à l'élaboration d'un document de projet pour la réalisation d'une enquête nationale sur le secteur informel au Gabon**

169. Les difficultés économiques auxquelles a eu à faire face l'économie gabonaise suite à la baisse des cours du pétrole au cours de l'année 1998 ont eu pour conséquence, semble-t-il, une montée du chômage et une *informalisation* croissante de l'économie. Par ailleurs, quoique n'étant pas éligible pour le moment à l'initiative PPTTE, le Gabon envisage d'élaborer un DSRP, ce qui crée un fort besoin en statistiques sur l'emploi, les revenus et le secteur informel. Diverses administrations impliquées dans la gestion des affaires économiques ont ressenti ce besoin : la Direction générale de l'économie (DGE), le Commissariat général au plan et au développement (CGPD), la Direction générale de l'agriculture (DGA) et la Direction générale de la statistique et des études économiques (DGSEE). Elles ont sollicité la Direction générale d'AFRISTAT pour les aider à élaborer un document de projet. Eu égard aux contraintes relevant de la politique de décentralisation, les résultats de cette enquête sont sollicités au niveau de chacune des neuf provinces que compte le Gabon.

170. Un document méthodologique traitant des objectifs de l'enquête, de la méthodologie générale, du plan de sondage, du budget et du calendrier a été élaboré. En outre, des questionnaires ont été préparés. Ce document va servir de plaidoyer pour la recherche des financements.

### **4.7. INFORMATIQUE, DOCUMENTATION ET PUBLICATIONS**

171. Au cours de la période sous revue, la Direction générale a apporté les appuis suivants :

- Du 27 octobre au 02 novembre 2000, à la Direction de la statistique et de la comptabilité nationale (DSCN) du Cameroun dans le cadre de l'enquête sur les dépenses des ménages de Yaoundé et Douala. Il s'agissait en particulier de travailler sur les contrôles à intégrer dans le programme de saisie et d'initier les procédures de traitement des données ; une autre mission s'est rendue, du 24 avril au 2 mai 2001 dans les mêmes services, pour la mise en place et l'expérimentation des procédures d'apurement des données de la première vague.
- Suivi et dépannage à distance : cette activité consiste à recevoir les messages des utilisateurs de CHAPO ou d'ERETES dans les INS et à leur apporter une assistance par téléphone ou par courrier. Cela a été réalisé avec les INS du Cameroun, du Centrafrique et du Tchad en ce qui concerne CHAPO et celui du Mali pour ERETES et la mise à jour d'un antivirus.

## **5. ETAT D'EXECUTION DU PARSTAT**

172. La Direction générale a signé, le 5 mars 2001 avec la Commission de l'UEMOA, le contrat de subvention pour la mise en œuvre des volets « comptabilité nationale », « secteur informel », et « prix » du PARSTAT (Programme d'appui régional statistique de l'UEMOA). Ce contrat, financé par l'Union européenne pour un montant total de 1 039 405 000 FCFA, devrait permettre à son terme (21 mois) :

- de moderniser et d'harmoniser l'élaboration des comptes nationaux dans les pays de la sous-région tout en améliorant la comparabilité des PIB ;
- de réaliser une enquête sur l'emploi et le secteur informel dans les capitales de sept des huit pays de la sous-région ;
- de mettre en place à Bissau un indice des prix à la consommation comparable à celui existant déjà dans les autres pays de l'UEMOA.

173. Les activités inscrites au PARSTAT ont effectivement démarré avec la réunion des directeurs des INS des Etats concernés, du 11 au 13 avril 2001 à Bamako, pour s'informer plus amplement des objectifs et des modalités d'exécution du programme.

### **5.1. VOLET « COMPTABILITE NATIONALE »**

#### **5.1.1. Amélioration de la comparabilité des PIB actuellement calculés par les Etats**

174. Les travaux d'amélioration de la comparabilité des PIB actuellement calculés par les Etats ont débuté en mai 2001 par une mission de l'expert macroéconomiste en Guinée-Bissau, au Sénégal et au Burkina Faso.

#### **5.1.2. Rénovation des comptes nationaux**

175. Quatre missions d'AFRISTAT (trois relatives à la comptabilité nationale et une à l'informatique) se sont rendues au Bénin, au Burkina Faso et au Sénégal pour démarrer les programmes de rénovation des comptes nationaux (implantation du module ERETES). Dans chaque pays, les trois missions de comptabilité nationale ont permis de mettre en place les différentes nomenclatures nécessaires au paramétrage du module ERETES, de lancer les travaux sur les sources, et de préparer les premières tables de chargement des données.

### **5.2. VOLET « SECTEUR INFORMEL »**

176. Le volet secteur informel consiste en la réalisation d'enquêtes sur l'emploi et le secteur informel dans la principale agglomération de chacun des sept pays concernés (la Guinée Bissau ne participe pas à ce volet du programme). Il s'agit plus précisément de Cotonou (Bénin), Ouagadougou (Burkina Faso), Abidjan (Côte d'Ivoire), Bamako (Mali), Niamey (Niger), Dakar (Sénégal) et Lomé (Togo). En plus des enquêtes emploi et secteur informel, la France et la Banque mondiale ont accepté de compléter le dispositif par une enquête portant sur la consommation et la demande informelle des ménages visant plus spécifiquement à l'analyse de la pauvreté.

177. La première étape du projet a consisté en la mise en place d'une méthodologie, en la préparation des documents techniques (questionnaires, guide de l'agent enquêteur, nomenclatures, spécifications de contrôles de données, etc.) et en la conception des programmes informatiques (masques de saisie et programmes d'apurement des données). Ces travaux techniques ont été entrepris depuis le mois d'avril 2001 par AFRISTAT et son partenaire technique, DIAL. Ainsi au début du mois de juin, la conception méthodologique et la préparation des documents techniques étaient pratiquement achevées.

178. La deuxième étape était la tenue d'un séminaire de validation méthodologique. Lors de cette rencontre, les participants étaient appelés à discuter de toutes les questions techniques de l'enquête. C'était également l'occasion pour chaque pays de déterminer le bon critère d'enregistrement permettant de parvenir à une définition opérationnelle du concept de « *secteur informel* » tout en préservant l'harmonisation et donc la comparabilité des résultats. Ce séminaire a eu lieu du 11 au 15 juin 2001 à Bamako. Il a regroupé deux participants de chacun des sept pays et un représentant de la Commission de l'UEMOA. Il était animé par les experts d'AFRISTAT et de DIAL.

179. A l'issue de ce séminaire, les participants ont retenu la méthodologie dite des enquêtes en deux phases (phase 1 : enquête emploi et phase 2 : enquête sur le secteur informel). Ils ont apporté des amendements et adopté les documents techniques qui ont par la suite été finalisés. Ils ont également adopté le critère opérationnel permettant d'appréhender le secteur informel.

180. Au cours du séminaire, les participants ont aussi examiné et adopté la stratégie de traitement des données (saisie et apurement) pour les deux premières phases de l'enquête.

181. Eu égard aux contraintes techniques (disponibilité des bases de sondage puisque certains pays préparent des recensements de population), et de calendrier (les pays sont engagés dans d'autres activités en particulier les enquêtes liées au suivi de la pauvreté), les pays ont été scindés en deux groupes pour la suite des travaux. Dans le premier groupe de quatre pays (Bénin, Burkina Faso, Mali, Togo), les activités ont commencé juste après le séminaire.

182. Les adaptations des documents techniques ont été faites en tenant compte des spécificités de chaque pays (système d'éducation, ethnies, organismes d'appui à l'emploi, etc.), les travaux de dénombrement ont été réalisés, l'échantillon a été tiré et la phase 1 de l'enquête a été lancée.

183. Dans le second groupe de trois pays (Côte d'Ivoire, Niger, Sénégal), les travaux commenceront à partir de décembre 2001 ou janvier 2002.

### **5.3. VOLET « PRIX »**

184. Ce volet consiste à mettre en place à Bissau un indice des prix à la consommation conforme à celui élaboré quelques années auparavant pour les autres pays de l'UEMOA dans le cadre du projet IHPC. Les travaux préparatoires de mise en œuvre de ce volet ont démarré avec la signature du contrat entre AFRISTAT et la Commission de l'UEMOA et la mise à disposition des fonds à la fin du mois d'avril 2001.

185. La mise en place administrative (installation de l'assistant technique d'AFRISTAT, mise à disposition des fonds au niveau de Bissau et désignation du personnel de l'Institut national de la statistique et des recensements participant au projet) a été réalisée durant le deuxième trimestre 2001. Les premières activités techniques (élaboration d'un calendrier détaillé des activités, détermination du panier et formation du personnel) ont démarré.

186. L'expert en statistiques des prix et l'expert en enquêtes auprès des ménages d'AFRISTAT se sont rendus à Bissau du 14 au 18 mai 2001. La mission avait pour objectifs de lancer les activités préparatoires de la mise en place de l'IHPC, de présenter la documentation sur l'IHPC et sur les enquêtes réalisées en 1996 dans les sept autres Etats membres de l'UEMOA, d'expliquer l'organisation et les procédures administratives nécessaires au respect du contrat d'appui financier entre l'INEC et AFRISTAT, et de préparer et programmer le détail des actions futures.

187. La collecte des prix de base selon la méthodologie harmonisée a débuté en juillet 2001 et doit se poursuivre jusqu'en juin 2002, la période de base de l'indice de Guinée Bissau étant juillet 2001 -juin 2002.

188. Devant le peu d'expérience de l'équipe chargée de l'enquête, un appui sera nécessaire, notamment pour la formation du personnel de terrain. Par ailleurs, un assistant technique, recruté dans la sous-région par la

Direction générale, a été mis à la disposition de l'INEC pour accompagner les cadres nationaux dans cet exercice.

#### **5.4. APPUI DANS LE DOMAINE INFORMATIQUE**

189. La mise en œuvre des trois volets s'accompagne d'un important appui en matière de traitement des données. Ainsi les activités suivantes ont été menées :

- définition et remise aux Etats membres de l'UEMOA des caractéristiques techniques des équipements informatiques à acquérir. Pour la Guinée-Bissau, un portable a été acquis pour l'expert résident ;
- commande et réception des logiciels statistiques nécessaires aux travaux du programme : ERETES, PROGRESS, SPSS, STATA. Ces logiciels ainsi que la documentation technique nécessaire ont été remis aux INS des Etats concernés ;
- missions pour l'implantation du module ERETES effectuées dans trois pays :
  - Burkina Faso : du 14 au 18 mai à l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) ;
  - Bénin : du 21 au 25 mai à l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique (INSAE) ;
  - Sénégal : du 25 au 29 juin à la Direction de la prévision et de la statistique (DPS).

190. Au cours de ces missions, les cadres affectés à la comptabilité nationale ont été formés aux outils de PROGRESS et aux outils bureautiques (Excel et Word) dont ils auront besoin aux cours de leurs travaux avec ERETES.

## **6. AUTRES ACTIVITES DE LA DIRECTION GENERALE**

### **6.1. FORMATION DES EXPERTS D'AFRISTAT A LA VERSION 3 DU MODULE ERETES**

191. Les deux experts en comptabilité nationale, l'expert en statistiques d'entreprises et les deux experts statisticiens-informaticiens ont participé à un atelier de formation à la nouvelle version du module ERETES d'aide à l'élaboration des comptes nationaux. Cet atelier s'est tenu du 27 au 31 août 2001 au CEFIL à Libourne.

### **6.2. ATELIER SUR LES METHODOLOGIES D'ENQUETES SUR LES MENAGES DANS LES VILLES AFRICAINES**

192. A la demande du réseau SITRASS (Solidarité Internationale sur les Transports et la Recherche en Afrique Sub-Saharienne), AFRISTAT a organisé, du 26 février au 1<sup>er</sup> mars, un atelier sur les méthodologies d'enquêtes sur les ménages dans les villes africaines. Cet atelier regroupait, outre des experts du SITRASS et d'AFRISTAT, deux cadres sénégalais ayant réalisé une enquête sur la mobilité et l'accès aux services urbains à Dakar.

193. L'enquête sénégalaise et les enquêtes UEMOA 1996 sur les dépenses des ménages, réalisées dans le cadre du Projet Prix UEMOA, ont servi de base aux débats. Pendant quatre jours, les participants ont échangé leurs expériences en matière d'enquêtes auprès des ménages, plus particulièrement dans le domaine des transports. A l'issue de cet atelier, le SITRASS devait rédiger un document méthodologique permettant d'étendre l'expérience de l'enquête sénégalaise aux autres capitales africaines.

### **6.3. STATISTIQUES AGRICOLES**

194. Dans le cadre des activités relatives aux statistiques agricoles, la Direction générale a finalisé une étude sur l'estimation de la production fruitière et a engagé une autre étude sur la synthèse des méthodologies utilisées par les Etats dans le domaine des statistiques agricoles.

#### **6.3.1. Rapport de l'enquête test sur l'estimation de la production fruitière**

195. Le rapport de l'enquête test sur l'estimation de la production fruitière a été finalisé et imprimé au deuxième trimestre 2001. Cinq cents exemplaires ont été diffusés auprès des INS, des ministères de l'agriculture des Etats membres d'AFRISTAT et d'autres pays africains, des écoles de statistique africaines ainsi qu'auprès des organisations sous-régionales et internationales.

#### **6.3.2. Collecte des questionnaires du recensement des méthodologies utilisées dans les Etats membres dans le domaine des statistiques agricoles**

196. La Direction générale a entrepris de réaliser une étude visant à comparer les méthodologies utilisées dans le domaine des statistiques agricoles par les Etats membres d'AFRISTAT. Un questionnaire a été élaboré à cet effet et envoyé dans les Etats. Au 30 juin 2001, 10 Etats sur 17 avaient rempli et transmis leurs questionnaires à la Direction générale.

## **6.4. INFORMATIQUE, PUBLICATIONS ET DIFFUSION**

### **6.4.1. Informatique**

#### *6.4.1.1. Gestion du parc informatique de la Direction générale d'AFRISTAT*

197. La Direction générale a procédé à l'acquisition de nouveaux équipements prévus dans le budget 2001, particulièrement cinq (5) micro-ordinateurs portables indispensables pour les missions d'assistance technique des experts et des logiciels statistiques et autres nécessaires aux travaux des experts.

#### *6.4.1.2. Renforcement des capacités de la Direction générale d'AFRISTAT*

198. Les informaticiens d'AFRISTAT ont apporté leur soutien au personnel de la Direction générale et procédé, lorsque cela était nécessaire à l'installation des équipements et des logiciels pour la tenue de certains ateliers et séminaires organisés par AFRISTAT. C'était le cas en particulier du séminaire sur le Système général de diffusion de données (SGDD) qui a duré deux semaines et pour lequel une salle Internet, avec liaison radio, avait été installée.

199. L'installation de la messagerie individuelle à la Direction générale a permis à chaque membre du personnel de disposer d'une boîte électronique et a amélioré la communication aussi bien à l'intérieur de la Direction générale (aspect messagerie interne) qu'à l'extérieur.

### **6.4.2. Diffusion**

#### *6.4.2.1. Site Internet AFRISTAT*

200. Le site Web d'AFRISTAT [www.afristat.org](http://www.afristat.org) est régulièrement mis à jour et enrichi (insertion de nouvelles rubriques et données). Cette actualisation concerne les données conjoncturelles : indices des prix à la consommation (mise à jour hebdomadaire), prix des principales matières premières et taux de change (mise à jour mensuelle). Par ailleurs, les données statistiques des Etats membres viennent d'être mises à jour et concernent plus de 700 tableaux statistiques qui ont été revus dans le détail.

201. Sur un autre plan, la Direction générale a décidé d'héberger le site auprès de la société Hémisphère en France suite aux difficultés d'accès sur le serveur du Campus numérique de la francophonie (CNF) de Bamako et l'impossibilité de mettre en place un site miroir. Conformément aux dispositions du contrat passé avec cette société, il a été mis en place la procédure FTP (File Transfer Protocol) pour la mise à jour à distance et il a été procédé au référencement du site pour permettre aux internautes un accès par mots clés. Ce nouvel hébergement facilite la consultation de notre site par les internautes et améliore considérablement le temps de réponse.

#### *6.4.2.2. Bases de données*

202. Les travaux de spécification et d'analyse des besoins pour la mise en place de bases de données régionales ont débuté.

#### *6.4.2.3. Autres activités*

203. La Direction générale a élaboré le premier CD-Rom de diffusion consacré aux nomenclatures d'activités et de produits des Etats membres d'AFRISTAT après l'adoption de ces nomenclatures par le Conseil des ministres de septembre 2000. Grâce au caractère interactif du CD-Rom, l'utilisateur peut parcourir les rubriques et sections en utilisant Internet Explorer. Par ailleurs, tous les documents peuvent être récupérés pour un usage approprié.

204. Une note d'évaluation du logiciel Beyond 20/20 a été préparée à l'attention du Ministère français des Affaires étrangères (bailleur éventuel) proposant une stratégie pour la diffusion des données dans les États membres d'AFRISTAT.

205. Commencé depuis 1999, le projet de mise en place d'un site Internet dans chaque INS des Etats membres d'AFRISTAT est relancé. Il est présenté comme un élément d'une stratégie globale et intégrée de diffusion des données élaborées par les INS. La Direction générale a reformulé la note de projet. Une mission du Ministère français des Affaires étrangères est attendue à AFRISTAT pour finaliser le budget.

### **6.4.3. Publications et diffusion**

206. Un manuel de procédures pour l'impression des publications d'AFRISTAT a été élaboré.

207. Au cours de la période sous revue, la Direction générale a édité les publications suivantes :

- Numéros 14, 15, 16 et 17 de la Lettre d'AFRISTAT (1000 exemplaires pour chaque tirage) ;
- Evolution des prix dans les Etats membres de 1979 à 1999 (300 exemplaires) ;
- Evolution des prix dans les Etats membres en 2000 (100 exemplaires) ;
- Enquête-test sur l'estimation de la production fruitière – rapport final (500 exemplaires) ;
- CD-Rom : les nomenclatures d'activités et de produits des Etats membres d'AFRISTAT ;
- Guide méthodologique pour l'élaboration des comptes nationaux dans les Etats membres d'AFRISTAT, Série Méthodes n°4, Mars 2001 (150 exemplaires).

208. Ces publications ont été diffusées auprès des INS, des ministères, des banques centrales, des écoles de statistique de nombreux pays, des organisations sous-régionales et internationales ainsi que des représentations diplomatiques et autres institutions basées au Mali.

### **6.4.4. Documentation**

209. Le fonds documentaire s'est beaucoup enrichi avec l'acquisition de plus de 250 documents dont des revues scientifiques et techniques (65), des annuaires (14), des ouvrages de statistiques générales, de méthodologie, d'enquête et des notes de conjoncture (175).

210. Les bulletins des statistiques des prix sont les publications que la Direction générale reçoit régulièrement des INS, en particulier les bulletins mensuels de l'IHPC des pays et de la Commission de l'UEMOA.

211. Par ailleurs, les rubriques "publications" et "catalogue" de la documentation sont automatiquement mises à jour avec les nouvelles acquisitions.

212. Les autres bases bibliographiques sont aussi mises à jour régulièrement et un bulletin des sommaires est publié chaque mois.

## **7. PARTICIPATION DE LA DIRECTION GENERALE AUX REUNIONS, ATELIERS ET SEMINAIRES ORGANISES PAR LES PARTENAIRES**

213. De septembre 2000 à août 2001, les experts d'AFRISTAT ont eu à participer à de nombreux ateliers et séminaires. Ces rencontres étaient autant d'occasions pour ces experts d'échanger sur l'actualité statistique et surtout de partager l'expérience d'AFRISTAT en matière de renforcement des capacités de collecte, de traitement et de diffusion de l'information statistique.

### **7.1. COMPTABILITE NATIONALE, NOMENCLATURES ET PREVISION MACRO-ECONOMIQUE**

#### **7.1.1. Ateliers comptabilité nationale et nomenclatures d'Addis-Abeba**

214. Sur invitation de la Division des statistiques des Nations unies, un expert en comptabilité nationale d'AFRISTAT a participé à deux ateliers organisés à Addis-Abeba au siège de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA).

215. Le premier portait sur les comptes des ménages dans le cadre de la comptabilité nationale (du 20 au 24 novembre 2000). En plus de rappels sur les concepts et les définitions, les discussions ont porté sur les efforts encore nécessaires pour une bonne intégration du secteur informel dans les comptes nationaux. Avoient également été examinées les extensions possibles du tableau des ressources et des emplois aux matrices de comptabilité sociale. Enfin, l'élaboration des comptes satellites, notamment celui relatif au tourisme, avait été évoquée.

216. Le second atelier portait sur les nomenclatures économiques et sociales internationales (du 27 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2000). Il a mis l'accent sur la nécessité d'adapter les nomenclatures internationales aux réalités locales et sur les problèmes liés à l'utilisation de ces nomenclatures. Les perspectives de révision des nomenclatures internationales ainsi que la nécessité d'une meilleure prise en compte des besoins des pays en développement ont également été discutées.

#### **7.1.2. 7.5. Séminaire sur « les meilleures pratiques en matière de projection macro-économique »**

217. Sur invitation de la Banque des Etats de l'Afrique centrale, l'expert macroéconomiste d'AFRISTAT a participé à un séminaire sur « *Les meilleures pratiques en matière de projection macro-économique* ». Ce séminaire a été organisé du 11 au 22 décembre 2000 à Yaoundé par le *Debt Relief International* (DRI) et le Pôle régional de formation en gestion de la dette en Afrique du Centre et de l'Ouest.

### **7.2. STATISTIQUES AGRICOLES**

#### **7.2.1. Atelier sur les réseaux de politiques agricoles**

218. L'expert en statistiques agricoles a représenté AFRISTAT à l'atelier sur les réseaux de politiques agricoles, organisé par le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) qui s'est déroulé du 6 au 10 novembre 2000 à Entebbe en Ouganda.

219. L'atelier d'Entebbe avait pour objectif de contribuer à l'amélioration des capacités des Etats à formuler et à mettre en œuvre des politiques agricoles efficaces visant la sécurité alimentaire, la croissance économique et

l'augmentation du niveau de vie. L'objectif spécifique de l'atelier était le développement des stratégies d'information et de communication afin de faciliter la formulation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques. Les participants étaient constitués de chercheurs, d'experts en statistiques, de décideurs, de spécialistes de l'information, des médias, des ONG, des responsables des réseaux de politiques agricoles, des organisations intergouvernementales, des organisations paysannes.

220. Les résultats visés par l'atelier étaient :

- de permettre aux participants d'avoir une meilleure connaissance des nouvelles questions posées au développement rural et des nouveaux acteurs de la politique agricole ;
- d'identifier les contraintes dans le processus de politique agricole ;
- de définir les rôles de l'information et de la communication dans la levée des contraintes dans le processus de politique agricole.

221. Les résultats de l'atelier doivent aussi aider le CTA à élaborer sa stratégie de soutien aux pays ACP pour les prochaines années dans le domaine de la formulation et de l'analyse des politiques agricoles.

### **7.2.2. Ateliers sur les statistiques d'élevage à Bamako et à Accra**

222. Dans le cadre de sa collaboration avec la FAO, la Direction générale d'AFRISTAT a organisé, du 12 au 16 mars 2001 à Bamako un séminaire sur les statistiques d'élevage. Cet atelier a connu la participation des représentants de 12 pays africains d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Le représentant d'AFRISTAT à ce séminaire a présenté une communication intitulée « *Activités d'AFRISTAT en matière de statistiques d'élevage* » et présenté les recommandations d'AFRISTAT sur le contenu d'un programme régional de renforcement des capacités et d'amélioration des statistiques d'élevage. Le rapport final de l'atelier est disponible sur le site Internet d'AFRISTAT.

223. Un atelier de même type a été organisé à Accra à l'intention des pays anglophones. Le représentant d'AFRISTAT a présenté la même communication à cet atelier.

224. Parmi les recommandations de ces ateliers, il a été décidé de mettre en place un réseau des statisticiens d'élevage avec AFRISTAT comme point focal pour ses pays membres. Il a été en outre demandé à AFRISTAT de rédiger un programme d'amélioration des statistiques d'élevage et de renforcement des capacités des services. Un comité a été mis en place pour suivre la mise en œuvre des recommandations.

### **7.2.3. Séminaire de formation « initiation à la biométrie pour les chercheurs d'Afrique francophone »**

225. Le Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE a organisé un séminaire d'initiation à la biométrie pour les chercheurs, du 17 au 21 avril 2001 à Bouaké (Côte d'Ivoire). La Direction générale a été représentée à cette rencontre où l'expert en statistiques agricoles était l'un des formateurs du séminaire. Il a eu la charge de faire des exposés sur la statistique descriptive univariée, les notions de probabilités et variables aléatoires, l'échantillonnage, les estimations et tests paramétriques et la régression linéaire. Ces séances comprenaient une partie théorique, des exemples et des exercices sur micro-ordinateurs.

226. Auparavant, cet expert avait participé à Wageningen aux Pays-Bas (siège du CTA), du 16 au 17 février 2001, à la réunion préparatoire du séminaire. Au cours de cette réunion, les questions suivantes avaient été traitées : la sélection des participants, l'analyse des attentes des participants, la mise au point du programme de formation, la répartition des interventions, la définition du matériel pédagogique à produire, l'identification des équipements nécessaires, la définition du travail préparatoire à réaliser par les participants, la mise au point des questionnaires d'évaluation.

#### **7.2.4. Séminaire sur les statistiques agricoles à Libourne**

227. Le Centre de formation de l'INSEE à Libourne (CEFIL) a organisé, du 18 au 22 juin 2001 à Libourne (France), un séminaire sur les statistiques agricoles à l'intention des statisticiens des pays francophones d'Afrique, des Caraïbes et d'Asie.

228. La Direction générale a été sollicitée par ce centre pour l'identification des candidats dans les Etats membres d'AFRISTAT et pour l'animation du stage. L'expert en statistique agricole a participé à l'animation de ce stage, plus particulièrement à la coordination des séances d'échanges d'expériences entre les participants et a présenté une communication sur AFRISTAT et le PROSMIC notamment son volet « statistiques agricoles ».

#### **7.2.5. Conférence internationale sur les statistiques agricoles et environnementales et leurs applications**

229. AFRISTAT a été représenté, du 2 au 9 juin 2001 à Rome, à la deuxième conférence internationale sur les statistiques agricoles et environnementales et leurs applications. Cette conférence a regroupé plusieurs centaines de praticiens, chercheurs, universitaires et experts d'organismes internationaux et régionaux et a traité des problèmes de l'évolution du rôle de l'agriculture dans l'économie, de la qualité des données, des techniques avancées de sondage, des systèmes statistiques agricoles, etc. Des domaines ont été identifiés qui feront l'objet de réflexion dans la communauté des statisticiens agricoles au cours des trois prochaines années.

### **7.3. SECTEUR INFORMEL ET PAUVRETE**

#### **7.3.1. Etudes sur les comparaisons internationales de la pauvreté**

230. AFRISTAT a été représenté à deux séminaires portant sur l'économie du développement.

231. Le premier a été organisé, les 26 et 27 octobre 2000 à Paris au siège de l'IRD par DIAL et l'université Laval du Canada. L'expert chargé du secteur informel d'AFRISTAT y a présenté, conjointement avec un représentant de DIAL, une communication intitulée « *Parités de pouvoir d'achat et comparaisons de pauvreté : le cas des pays de l'UEMOA* ». Il s'agissait de tester l'effet de diverses hypothèses faites sur les calculs de PPA sur le classement international des pays en matière de pauvreté. Les conclusions de cette étude montrent que les PPA généralement publiées par les organismes internationaux sont obsolètes et que le fait de les utiliser aboutit à des classements qui sont pour le moins contestables.

232. Madagascar a élaboré en novembre 2000 un DSRP intérimaire. Dans le cadre du processus d'élaboration d'un document définitif, les autorités malgaches ont voulu tirer profit de plusieurs expériences. A cet effet, un séminaire international portant sur le thème « *La pauvreté à Madagascar : Etat des lieux, les politiques de réduction et leur mise en œuvre* » s'est tenu en février 2001 à Antananarivo. Ce séminaire a été organisé par plusieurs partenaires scientifiques et techniques : l'Institut de la statistique de Madagascar (INSTAT), le Comité technique de stratégie de lutte contre la pauvreté (CTESRP) de Madagascar, le RESAL, une ONG européenne travaillant dans le domaine de la sécurité alimentaire, DIAL et l'Unité mixte de recherche « *Croissance, inégalités, pauvreté et rôle de l'Etat* » (UMR CIPRE), une unité de recherche regroupant plusieurs partenaires scientifiques des pays du Nord et du Sud, dont en particulier DIAL et AFRISTAT. Le représentant d'AFRISTAT a présenté une communication dont le thème était « *La pauvreté en Afrique de l'Ouest et à Madagascar : Perspective de comparaison* ». Il s'agissait de comparer, sous diverses facettes de la pauvreté (pauvreté monétaire, pauvreté en termes de condition de vie, malnutrition), Madagascar et les Etats membres de l'UEMOA. L'occasion a été ainsi donnée de valoriser une fois de plus les données existantes, en particulier celles des enquêtes DHS et des enquêtes UEMOA 1996. Cette communication a été retenue pour être publiée dans un livre qui sera édité sur la pauvreté à Madagascar.

### 7.3.2. Réunions organisées par le BIT

233. La Direction générale d'AFRISTAT a collaboré avec le BIT à travers deux séminaires en vue de dresser l'état des lieux des systèmes d'information sur l'emploi en Afrique francophone.

234. Le constat qui a prévalu à l'organisation du premier de ces deux séminaires était que les systèmes d'information socio-économique dans les pays d'Afrique centrale, déjà peu performants par le passé, ont été fragilisés par les crises économiques et les conflits armés. Dans certains pays, même les données existantes ne sont pas exploitées et publiées ; elles sont en plus disparates et inadaptées aux besoins actuels. Fort de ce constat, l'Equipe multidisciplinaire de l'OIT pour l'Afrique centrale (EMAC) a entrepris des activités visant le renforcement des systèmes d'information, tant pour ses propres besoins que pour ceux d'autres partenaires au développement. Ce séminaire a été organisé du 20 au 24 novembre 2000 à Douala. Le représentant d'AFRISTAT y a présenté une communication intitulée « *Systèmes d'information sur l'emploi : état des lieux et propositions d'amélioration* ».

235. Le second séminaire, organisé par l'Equipe multidisciplinaire de l'OIT pour l'Afrique sahélienne (EMAS), s'est tenu à Dakar du 11 au 13 décembre 2000. Il visait l'harmonisation des répertoires des emplois et métiers entre plusieurs pays ayant des niveaux de développement proches. L'expérience d'AFRISTAT en matière d'harmonisation des nomenclatures a été présentée pour servir de repère aux travaux d'un futur projet d'harmonisation des répertoires d'emplois et de métiers.

## 7.4. BASES DE DONNEES

236. Du 26 février au 03 mars 2001, les deux statisticiens-informaticiens ont participé, sur invitation de la Banque mondiale, à l'installation de la 2gLDB à la Direction de la prévision et de la statistique du Sénégal à Dakar. Des délégations du Cap-Vert et de la Mauritanie ont assisté aux différentes présentations. Cet outil important devra être installé dans les autres pays. La Banque mondiale souhaite qu'AFRISTAT soit chargé de cette mise en place dans les pays de l'UEMOA.

## 7.5. PUBLICATION ET DIFFUSION

### 7.5.1. Séminaire sur le Système général de diffusion des données

237. Un séminaire sur le Système général de diffusion des données (SGDD) développé par le FMI s'est tenu du 27 mars au 10 avril à Bamako. Il a réuni des délégations des huit Etats membres de l'UEMOA. Ont également participé en tant qu'observateurs des représentants de la Commission de l'UEMOA, de la BCEAO-siège, de la Banque centrale de Mauritanie, de la CEA, de la CNUCED et de la Banque de France. Le séminaire a été financé par le FMI et animé par des experts du FMI, de la Banque mondiale, de la Banque centrale européenne et d'AFRISTAT.

238. L'objet du séminaire était de préparer une description des pratiques de production et de diffusion des statistiques (métadonnées) qui sont en vigueur d'une part et des plans d'amélioration à court et à moyen termes de ces pratiques d'autre part. Le séminaire a été organisé en deux phases : la première, du 27 mars au 3 avril, était consacrée au secteur réel et au secteur socio-démographique ; la seconde, du 3 au 10 avril, au secteur financier, au secteur fiscal et au secteur extérieur.

239. Chaque délégation a pu élaborer un premier jeu complet de tableaux. Après des échanges avec le FMI, les Etats avaient jusqu'au 25 juin 2001 pour transmettre officiellement les métadonnées qu'ils souhaitent voir figurer sur le site du FMI. Le FMI assurera la traduction en anglais des tableaux et leur diffusion sur son site <http://dsbb.imf.org/gddsindex.htm>. Les Etats, propriétaires de leurs métadonnées, devront les mettre à jour autant que de besoin, et au moins une fois par an, de façon à ce que les informations contenues dans les tableaux restent en permanence d'actualité.

### **7.5.2. Séminaire sur l'archivage des données de recensements et d'enquêtes agricoles sur CD-Rom d'Abidjan**

240. Sur invitation de la FAO et sur financement de la Banque mondiale, l'expert en enquêtes auprès des ménages a participé à l'animation d'un séminaire sur l'archivage des données de recensements et d'enquêtes agricoles sur CD-Rom, qui s'est tenu du 8 au 17 novembre 2000 dans les locaux de l'ENSEA d'Abidjan.

241. Les participants venaient de 15 services statistiques des ministères de l'Agriculture et/ou du Développement rural. Les pays représentés étaient : le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, le Congo (RD), la Côte d'Ivoire (2 participants), la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Rwanda, le Sénégal, le Tchad et le Togo. Un représentant de la FAO (Rome) a également participé au séminaire.

242. L'objectif principal était que chaque participant puisse produire un CD-Rom avec toute la documentation et toutes les données d'une enquête ou d'un recensement agricoles auquel il avait pris part. Ceci, dans le but de promouvoir l'archivage, la gestion et la diffusion des données et de la documentation des enquêtes et recensements.

# Annexe

## **ANNEXE : TABLEAU RECAPITULATIF DES PRINCIPALES REALISATIONS DU PROGRAMME DE TRAVAIL 2001**

[1]	[2]	[3]	[4]	[5]	[6]
ACTIVITES	Inscrites au PRG 2001	RESULTATS ATTENDUS	REALISATIONS EFFECTIVES	INDICATEURS DE VERIFICATION	SOURCES DE FINANCEMENT
<b>ACTIVITES D'ORDRE INSTITUTIONNEL DE LA DIRECTION GENERALE</b>					
8 <sup>e</sup> réunion du Conseil des Ministres, 19 septembre 2000, Paris	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Règlement relatif aux nomenclatures communes d'activités et de produits adopté</li> <li>- PROSMIC adopté</li> <li>- Adhésion de la Guinée à AFRISTAT décidée</li> </ul>	Tous les résultats attendus sont réalisés	Relevé de décisions de la huitième réunion signé le 19 septembre 2000 à Paris par le Président du Conseil des Ministres et diffusé.	AFRISTAT
6 <sup>e</sup> réunion du Comité de direction, 16-18 octobre 2000, Bamako	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport d'activités 2000 approuvé</li> <li>- Guide méthodologique d'élaboration des comptes nationaux adopté</li> <li>- Comptes de l'exercice clos au 31 décembre 1999 arrêtés</li> <li>- Programme de travail 2001 adopté</li> <li>- Budget 2001 adopté</li> <li>- Termes de référence de l'étude « AFRISTAT après 2005 » adoptés</li> <li>- Membres désignés au sein des organes d'AFRISTAT, y compris le Président du Comité de direction</li> </ul>	Tous les résultats attendus sont réalisés	Relevé de décisions de la sixième réunion signé le 18 octobre 2000 à Bamako par la Présidente du Comité de direction et diffusé.	AFRISTAT

ACTIVITES	Inscrites au PRG 2001	RESULTATS ATTENDUS	REALISATIONS EFFECTIVES	INDICATEURS DE VERIFICATION	SOURCES DE FINANCEMENT
Réunion extraordinaire du Comité de direction, 10 mai 2001, Bamako	Non	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Termes de référence de la Commission de contrôle de l'exécution du budget adoptés</li> <li>- Décision portant modalités de fonctionnement du Comité technique de gestion des nomenclatures adoptée</li> <li>- Candidat au poste de Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT proposé au Conseil des Ministres</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Tous les résultats attendus sont réalisés</li> <li>- Proposition de la France de conserver un poste d'assistant technique à AFRISTAT après le départ de l'expert chargé des prix approuvée</li> </ul>	Relevé de décisions de la sixième réunion signé le 10 mai 2001 à Bamako par la Présidente du Comité de direction et diffusé.	AFRISTAT
5 <sup>e</sup> réunion du Conseil scientifique, 25-27 septembre 2000, Bamako	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Projet de programme de travail 2001 examiné et approuvé</li> <li>- Guide méthodologique d'élaboration des comptes nationaux examiné et approuvé</li> </ul>	Tous les résultats attendus sont réalisés	Relevé de conclusions de la cinquième réunion signé le 27 septembre 2000 à Bamako par le Président du Conseil scientifique et diffusé.	AFRISTAT
Elaboration du mécanisme de suivi de la mise en œuvre du PROSMIC	Oui	Mécanisme élaboré	Activité non encore réalisée. Prévue dans le cadre de l'étude sur la situation institutionnelle des INS		
Recueil des textes statistiques de base des Etats membres d'AFRISTAT	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Textes rassemblés</li> <li>- Etude comparative des textes de base rédigée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Textes rassemblés et envoyés aux Etats pour correction</li> <li>- Etude pas encore réalisée</li> </ul>	Première ébauche du recueil disponible	AFRISTAT
Etude sur la situation institutionnelle et le suivi des activités d'un INS	Oui	Rapport d'étude contenant des propositions de directives rédigé	Etude au stade de réflexions	Note sur les termes de référence et une ébauche du plan de l'étude disponibles	AFRISTAT
Etablissement d'un répertoire des experts	Oui	Répertoire des compétences statistiques de la région établi	Première liste d'experts établie	Liste provisoire d'experts disponible	AFRISTAT

ACTIVITES	Inscrites au PRG 2001	RESULTATS ATTENDUS	REALISATIONS EFFECTIVES	INDICATEURS DE VERIFICATION	SOURCES DE FINANCEMENT
Séminaire sur le rôle d'AFRISTAT dans le renforcement des capacités statistiques en Afrique subsaharienne (Etude « AFRISTAT après 2005 »)	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Principaux résultats de l'action d'AFRISTAT dégagés, principaux problèmes et difficultés rencontrés relevés, et solutions adoptées pour la contribution d'AFRISTAT au renforcement des capacités des SSN</li> <li>- Défis identifiés et scénarios possibles d'évolution des processus sous-régionaux d'intégration établis</li> <li>- Analyse faite des implications statistiques des cadres stratégiques pour la réduction de la pauvreté, et de l'intégration des programmes statistiques régionaux et internationaux dans les programmes statistiques nationaux</li> <li>- Quelques éléments du contenu des relations entre AFRISTAT et les institutions sous-régionales d'intégration économique identifiés et définis</li> <li>- Nature et modalités de la contribution d'AFRISTAT au renforcement des capacités statistiques à moyen terme identifiées</li> </ul>	Résultats attendus réalisés	Documents de travail du séminaire disponibles sur CD-Rom	France
Etude « AFRISTAT après 2005 »		Etude démarrée	La phase 2 de l'étude démarre au mois d'octobre 2001		France

ACTIVITES	Inscrites au PRG 2001	RESULTATS ATTENDUS	REALISATIONS EFFECTIVES	INDICATEURS DE VERIFICATION	SOURCES DE FINANCEMENT
Collecte des données statistiques auprès des INS	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Données collectées et statistiques du site Web actualisées</li> <li>- Système permanent de collecte de données mis en place</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Données actualisées depuis juillet 2001</li> <li>- Les réflexions sont en cours</li> </ul>	Site Web AFRISTAT	AFRISTAT
Enquête annuelle auprès des INS	Oui	Publication rédigée	Publication rédigée	Publication. Version 1999 sur Internet. Version 2000 en cours de préparation	AFRISTAT
Renforcement des moyens informatiques de la Direction générale	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nouveaux équipements achetés (ordinateurs, imprimantes, etc.)</li> <li>- Logiciels achetés et mis en service (SPSS, Beyond 20/20, etc.)</li> <li>- Améliorations apportées à la gestion du réseau informatique</li> <li>- Tous les experts formés à l'utilisation des logiciels généraux utilisés à la Direction générale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 3 micro-ordinateurs de bureau, 5 micro-ordinateurs portables, 2 imprimantes, 2 onduleurs 1000 VA, des logiciels (Saari compta win, Office 2000, Mdaemon, SYSTRAN, SPSS, STATA) achetés</li> <li>- Améliorations apportées à la réalisation des travaux</li> <li>- Ateliers de formation des experts lancés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gestion améliorée du réseau</li> <li>- Chaque expert et cadre d'appui dispose d'une boîte électronique individuelle</li> <li>- Experts de la Direction générale initiés au logiciel Beyond</li> <li>- Logiciels installés : SPSS, STATA, SYSTRAN</li> </ul>	AFRISTAT
Amélioration de la tenue de la comptabilité de la Direction générale	Non	Outils d'élaboration d'une comptabilité analytique	En cours	Rapports de l'assistance technique	France
Participation aux réunions de la CEA à Addis-Abeba, PARIS21 à New York, AISO à Montreux et IIS à Séoul, Concertation franco-britannique à Londres, CODESA à Paris	Non	Contribution d'AFRISTAT au développement de la statistique des Etats membres	Participation effective à ces réunions	Rapports de mission	AFRISTAT

ACTIVITES	Inscrites au PRG 2001	RESULTATS ATTENDUS	REALISATIONS EFFECTIVES	INDICATEURS DE VERIFICATION	SOURCES DE FINANCEMENT
<b>APPUI INSTITUTIONNELS</b>					
Mission circulaire d'évaluation du dispositif statistique pour la surveillance multilatérale dans les pays de la CEMAC	Non	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etat des SSN et des services statistiques du Secrétariat exécutif de la CEMAC évalué</li> <li>- Recensement des appuis des bailleurs des fonds effectué</li> <li>- Besoins statistiques pour la surveillance multilatérale établis</li> </ul>	Objectifs atteints	Aide-mémoire de la mission	EUROSTAT et AFRISTAT
Participation à l'atelier sur la surveillance multilatérale de la CEMAC à Brazzaville	Non	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aide mémoire de la mission circulaire présenté</li> <li>- Expérience de l'UEMOA sur l'harmonisation en matière de comptabilité nationale et d'indice des prix à la consommation présentée</li> </ul>	Objectifs atteints	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Communication n° 1</u> : Etat des lieux de l'appareil statistique dans la CEMAC</li> <li>- <u>Communication n° 2</u> : Harmonisation statistique : contribution d'AFRISTAT aux travaux de comptabilité nationale et d'indice des prix à la consommation dans les pays de l'UEMOA</li> <li>- Rapport de mission</li> </ul>	AFRISTAT et EUROSTAT
Mission d'évaluation des comptes nationaux et des indices des prix à la consommation dans les pays de la CEDEAO non-membres de l'UEMOA	Non	Bilan de l'existant établi dans ces domaines	Objectif atteint	Rapport de mission disponible	CEDEAO

ACTIVITES	Inscrites au PRG 2001	RESULTATS ATTENDUS	REALISATIONS EFFECTIVES	INDICATEURS DE VERIFICATION	SOURCES DE FINANCEMENT
Programme pluriannuel d'activités statistiques du Tchad	Non	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Situation statistique du Tchad établie</li> <li>- Programme pluriannuel élaboré</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport sur la situation statistique finalisé</li> <li>- Etude sur les besoins statistiques réalisée</li> <li>- Programme en cours d'élaboration</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport sur la situation statistique et l'étude sur les besoins disponibles</li> <li>- Rapports d'étape des travaux</li> </ul>	Banque mondiale
Mission d'évaluation de l'appareil statistique du Congo	Non	Bilan de l'existant établi	Objectif atteint	Rapport de mission	Banque mondiale / AFRISTAT
Appui pour le renforcement des capacités statistiques du Burundi	Non	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Situation du SSN établie</li> <li>- Programme statistique intérimaire élaboré</li> <li>- Mécanisme d'élaboration d'un programme statistique à moyen terme proposé</li> </ul>	Objectifs atteints	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aide-mémoire de la consultation</li> <li>- Rapport sur la situation du SSN</li> <li>- Programme statistique intérimaire sur deux ans</li> </ul>	Banque mondiale
Etude sur les sources d'informations socio-démographiques (PDM)	Non	Informations sur la disponibilité, l'accès et la fiabilité des données mises à la disposition du PDM	Objectif atteint	Rapport de l'étude	Club du Sahel
Appui à l'AMSTAT	Non	Appuis divers accordés	Objectif atteint	Rapports de l'association	AFRISTAT

ACTIVITES	Inscrites au PRG 2001	RESULTATS ATTENDUS	REALISATIONS EFFECTIVES	INDICATEURS DE VERIFICATION	SOURCES DE FINANCEMENT
<b>COMPTABILITE NATIONALE</b>					
Activités relatives aux « PIB plus comparables » pour les Etats de l'UEMOA	Oui	Deuxième phase des travaux terminée	Travaux en cours	Grilles de passage pour chaque pays permettant de passer des PIB actuels à des PIB plus comparables	Union européenne (PARSTAT)
Démarrage de l'implantation du module ERETES dans les Etats de l'UEMOA suivants : Bénin, Burkina Faso, Niger, Sénégal et Togo	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Identification des problèmes (informatiques, etc.) effectuée</li> <li>- Démarrage effectif des travaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Trois missions dans chacun des Etats : Bénin, Burkina Faso, Sénégal</li> <li>- Installation du module et formation des cadres nationaux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Module ERETES installé, version 2.0</li> <li>- Rapports de mission</li> </ul>	Union européenne (PARSTAT)
Démarrage du volet Comptabilité nationale du Programme statistique biennal de la CEMAC : « PIB plus comparables »	Oui	Mise en place des outils d'élaboration des « PIB plus comparables »	Activité non réalisée faute de financement		
Missions d'experts en comptabilité nationale au Congo, en Guinée, en Mauritanie et au Sénégal	Non (sauf pour la Mauritanie)	Etablissement de l'état des lieux (Congo et Guinée), implantation du module ERETES (Mauritanie et Sénégal)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etat des lieux établi au Congo et en Guinée</li> <li>- Travaux d'implantation en cours en Mauritanie</li> <li>- Travaux sur les nomenclatures et sur les sources des données initiés au Sénégal</li> </ul>	Rapports de missions	AFRISTAT Ambassade de France en Mauritanie (SCAC)
Activités liées à l'implantation du module ERETES dans les Etats de la CEMAC	Oui	Nomenclatures de travail élaborées	Activité non réalisée, faute de financement		

ACTIVITES	Inscrites au PRG 2001	RESULTATS ATTENDUS	REALISATIONS EFFECTIVES	INDICATEURS DE VERIFICATION	SOURCES DE FINANCEMENT
<b>MACROECONOMIE</b>					
Séminaire sur les choix communs de modélisation (« prévisions plus comparables »)	Oui	Définition d'une stratégie commune en matière de modélisation et de prévision à court terme	Objectifs réalisés	- Points saillants du séminaire - CD-Rom des documents de travail du séminaire	France
Séminaire de conjoncture et de prévision à court terme (Afrique de l'Ouest)	Oui	Confrontation des analyses conjoncturelles des INS, des Directions de la prévision, de la Commission de l'UEMOA et de la BCEAO	Objectifs réalisés	- Points saillants du séminaire - CD-Rom des documents de travail du séminaire	France
Séminaire de conjoncture et de prévision à court terme (Afrique centrale et Comores)	Oui	Confrontation des analyses conjoncturelles des INS, des Directions de la prévision, du Secrétariat exécutif de la CEMAC et de la BEAC	Objectifs réalisés	Points saillants du séminaire	France
<b>STATISTIQUES D'ENTREPRISES</b>					
Inventaire des méthodes et sources utilisées par les INS des Etats membres pour la définition d'un répertoire et le suivi de l'activité économique des entreprises	Oui	Inventaire effectué	Huit Etats sur dix -sept ont répondu au questionnaire élaboré à cet effet	Une ébauche de l'inventaire est disponible	AFRISTAT
<b>STATISTIQUES DES PRIX ET ENQUETES SUR LES DEPENSES DES MENAGES</b>					
IHPC Guinée-Bissau	Oui	- Relevés et calcul des prix de base effectués - Enquête sur les dépenses des ménages réalisée	- Un expert recruté - Equipement informatique acquis - Relevés des prix en cours depuis juillet 2001	Travaux actuellement en cours. Rapports techniques de l'expert recruté	Union européenne (PARSTAT)

ACTIVITES	Inscrites au PRG 2001	RESULTATS ATTENDUS	REALISATIONS EFFECTIVES	INDICATEURS DE VERIFICATION	SOURCES DE FINANCEMENT
Projet Prix CEMAC	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Calcul des prix de base effectué</li> <li>- Appui aux INS des Etats organisant des enquêtes sur les dépenses des ménages</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Calcul des prix de base effectué pour huit des neuf villes</li> <li>- Appuis apportés au Cameroun, au Gabon et au Tchad</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Compte-rendu du 4<sup>eme</sup> séminaire de la composante prix du Projet « prix CEMAC »</li> <li>- Rapports de mission</li> </ul>	France, AFRISTAT, Etats concernés
Appui à la conduite des enquêtes	Oui	Appui apporté à la conception, au traitement, à l'analyse et à la diffusion des données			A rechercher
Etude sur les prix à la consommation dans les Etats membres d'AFRISTAT	Oui	Résultats publiés	Etude réalisée	Etude « Les prix de 1970 à 1999 » publiée en février 2001 (Série Etudes n° 4) et Etude « Les prix en 2000 » publiée en mai 2001 (Série Etudes n° 5)	AFRISTAT
<b>STATISTIQUES AGRICOLES</b>					
Séminaire de présentation du rapport de synthèse des méthodes d'estimation annuelle de la production agricole dans les Etats membres d'AFRISTAT	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Expériences échangées sur les méthodes d'estimation de la production végétale</li> <li>- Problèmes techniques identifiés et solutions proposées pour les résoudre</li> <li>- Programme d'harmonisation des concepts et des méthodes élaboré</li> </ul>	Activité non réalisée, faute de financement		
Enquête test sur l'estimation de la production maraîchère	Oui	Une méthodologie proposée pour l'estimation de la production maraîchère	Activité non réalisée. Programme très chargé du partenaire technique malien (DNSI)		

ACTIVITES	Inscrites au PRG 2001	RESULTATS ATTENDUS	REALISATIONS EFFECTIVES	INDICATEURS DE VERIFICATION	SOURCES DE FINANCEMENT
Réunion des experts d'AFRISTAT, de la CEBV, de la CEBEVIRHA, de la Commission de l'UEMOA et du CILSS dans le cadre de la préparation d'un projet de renforcement des capacités dans le domaine des statistiques d'élevage	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Expériences échangées sur les contraintes et les faiblesses des systèmes nationaux des statistiques d'élevage et vision commune sur les solutions dégagées</li> <li>- Eléments d'un programme de renforcement des capacités identifiés (objectifs, résultats attendus, activités, etc.)</li> <li>- Programme et calendrier de travail élaborés</li> </ul>	Activité réalisée dans le cadre du séminaire sur les statistiques d'élevage organisé en mars 2001 à Bamako par la FAO et AFRISTAT.	Rapport du séminaire	FAO/AFRISTAT
<b>SECTEUR INFORMEL, CONDITIONS DE VIE DES MENAGES ET SUIVI DE LA PAUVRETE</b>					
Préparation des enquêtes sur le secteur informel en milieu urbain dans les pays de l'UEMOA	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Equipes nationales identifiées</li> <li>- Documents méthodologiques des enquêtes rédigés (y sont repris : objectifs généraux et spécifiques, concepts et définitions, manuels des agents, spécifications de contrôle et algorithmes de calcul des indicateurs retenus)</li> </ul>	Tous les résultats attendus sont réalisés	Publication du document méthodologique	Union européenne (PARSTAT)
Séminaire sur la méthodologie des enquêtes	Oui	Documents méthodologiques adoptés	Tous les résultats attendus sont réalisés	Relevé de conclusions du séminaire de validation méthodologique de juin 2001	Union européenne (PARSTAT)
Enquête test dans un pays de l'UEMOA	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Test méthodologique effectué</li> <li>- Fichiers de la phase 1 apurés</li> </ul>	Enquêtes lancées simultanément dans quatre pays, la phase de terrain est à mi-parcours dans 3 pays. L'enquête test n'a pas eu lieu	Rapports de missions des experts ayant participé au lancement des enquêtes	Union européenne (PARSTAT)

ACTIVITES	Inscrites au PRG 2001	RESULTATS ATTENDUS	REALISATIONS EFFECTIVES	INDICATEURS DE VERIFICATION	SOURCES DE FINANCEMENT
Analyse approfondie des enquêtes réalisées au Burkina Faso (enquêtes prioritaires) et Cameroun (enquêtes sur les dépenses)	Oui	Etude sur la dynamique de la pauvreté réalisée pour ces pays	<u>Cameroun</u> : L'étude vient juste d'être entamée, l'enquête récente ayant accusé du retard  <u>Burkina</u> : Pas encore entamée, à cause du calendrier de l'expert		INS des Etats concernés et AFRISTAT
Harmonisation des méthodologies de construction des lignes de pauvreté	Oui	- Méthodologie élaborée et proposée au cours des séminaires  - Documentation appropriée mise en place	Etude non encore réalisée, faute de financement		Banque mondiale (en cours de négociation)
Proposition méthodologique pour la réalisation d'une enquête nationale sur le secteur informel au Gabon	Non	- Méthodologie d'enquête élaborée  - Projets de questionnaires proposés	Tous les résultats attendus sont réalisés	Rapports de mission	PNUD
Elaboration d'une méthodologie d'enquêtes sur le secteur informel et la consommation des ménages en vue de l'élaboration des comptes économiques locaux	Non	- Méthodologie élaborée  - Projets de questionnaires proposés	Tous les résultats attendus sont réalisés	Rapport rédigé	PDM
Etude sur la pauvreté en Afrique de l'Ouest et à Madagascar : Perspective de comparaison	Non	Etude sur la comparaison de la pauvreté monétaire, les conditions de vie des ménages et la malnutrition réalisée	Tous les résultats attendus sont réalisés	Communication présentée lors d'un séminaire international à Madagascar	France

ACTIVITES	Inscrites au PRG 2001	RESULTATS ATTENDUS	REALISATIONS EFFECTIVES	INDICATEURS DE VERIFICATION	SOURCES DE FINANCEMENT
<b>INFORMATIQUE, PUBLICATIONS, DOCUMENTATION ET DIFFUSION</b>					
Elaboration d'une base de données statistiques AFRISTAT	Oui	Travaux de conception réalisés	Travaux de spécification et d'analyse en cours		AFRISTAT
Travaux d'amélioration du site Web	Oui	Tous les s aménagements prévus réalisés	Objectif atteint	Accès plus rapide au site et meilleure lisibilité	AFRISTAT
Publication des études finalisées en fin 2000 ou en 2001	Oui	Les rapports et études suivants sont publiés : - Les INS des Etats membres en 2000 - Prix à la consommation dans les Etats membres d'AFRISTAT - Recueil des textes statistiques des Etats membres - Situation institutionnelle des INS - Méthodologies d'évaluation des productions agricoles et d'élevage	- Le rapport sur les INS des Etats membres en 1999 est disponible. Enquête en cours pour l'année 2000 - Deux études sur les prix à la consommation sont publiées - Une première version du recueil des textes est disponible et attend les dernières observations des Etats - Une ébauche du plan de l'étude sur la situation institutionnelle des INS élaborée	- Rapport de l'étude diffusée et données sur le site Internet d'AFRISTAT - Etudes sur les prix publiées et diffusées sur Internet - Document disponible et envoyé aux INS - Une note rédigée comportant le plan de l'étude	AFRISTAT
Guide méthodologique d'élaboration des comptes nationaux	Oui	Guide édité	Guide disponible et publié sur support papier	Guide disponible	AFRISTAT
Nomenclatures d'activités et de produits	Oui	Nomenclatures éditées	Nomenclatures disponibles sur CD-Rom	CD-Rom réalisé et diffusé	AFRISTAT
La lettre d'AFRISTAT	Oui	Quatre numéros publiés	Objectif atteint	Numéros diffusés	AFRISTAT

ACTIVITES	Inscrites au PRG 2001	RESULTATS ATTENDUS	REALISATIONS EFFECTIVES	INDICATEURS DE VERIFICATION	SOURCES DE FINANCEMENT
Bulletin officiel d'AFRISTAT	Oui	Un numéro publié	Objectif non réalisé		
Diffusion des ouvrages édités par AFRISTAT	Oui	Tous les documents diffusés auprès des INS et des partenaires	Objectif atteint	Etat d'expédition	AFRISTAT
Amélioration de l'information diffusée sur le site Web	Oui	Comité éditorial du site mis en place	Comité non encore formé		
Améliorations des prestations du centre de documentation de la Direction générale	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nouveaux ouvrages acquis</li> <li>- Archivage de documents sur CD-Rom réalisé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Publication d'un bulletin mensuel des sommaires</li> <li>- Diffusion sélective de l'information</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bulletins disponibles</li> <li>- Personnel bien informé sur la disponibilité de l'information au Centre de documentation</li> <li>- Documents archivés sur CD-Rom</li> </ul>	AFRISTAT
<b>FORMATION</b>					
Séminaire sur les comptes d'entreprises	Oui	Responsables nationaux formés	Activité non réalisée		
Séminaire de formation des comptables nationaux des Etats de l'Afrique centrale et des Comores	Oui	13 comptables nationaux formés aux méthodes SCN93 sur le jeu d'essai ERETES	Activité non réalisée faute de financement		
Formation des responsables nationaux sur CHAPO	Oui	Tous les responsables des prix des INS formés	Formation réalisée dans le cadre des séminaires du projet « Prix CEMAC » pour les cadres des pays concernés		France/AFRISTAT
Cours sur ERETES à l'ENSEA	Oui	Cours dispensé	Activité non réalisée, faute de financement et de disponibilité d'un expert		

ACTIVITES	Inscrites au PRG 2001	RESULTATS ATTENDUS	REALISATIONS EFFECTIVES	INDICATEURS DE VERIFICATION	SOURCES DE FINANCEMENT
<b>PARTICIPATION AUX SEMINAIRES, ATELIERS, CONFERENCES ET REUNIONS</b>					
Atelier sur les méthodologies d'enquêtes, Bamako	Non	Méthodologie sur les enquêtes sur les dépenses (transports) élaborée	Expériences échangées	Rapport du séminaire	SITRASS
Atelier sur les réseaux de politiques agricoles, Entebbe	Non	Les stratégies d'information et de communication sont développées pour faciliter la formulation et la mise en œuvre des politiques agricoles	Expériences échangées	Rapport de mission	CTA
Ateliers sur les statistiques d'élevage, Bamako et Accra	Non	Expériences échangées sur le traitement des statistiques d'élevage	Expériences échangées	Rapport du séminaire	FAO/AFRISTAT
Séminaire sur la biométrie, Bouaké	Non	Cours dispensé sur la statistique descriptive	Objectif atteint	Rapport de mission	CTA
Séminaire sur les statistiques agricoles, Libourne	Non	Coordination de certaines activités du séminaire	Objectif atteint	Rapport de mission	INSEE
Conférence sur les statistiques agricoles et environnementales, Rome	Non	Expériences échangées	Objectif atteint	Rapport de mission	AFRISTAT
Etudes sur les comparaisons internationales de la pauvreté, Antananarivo	Non	Expériences échangées	Objectif atteint	Rapport de mission	France
Séminaire du BIT sur le renforcement des systèmes d'information, Douala	Non	Expériences échangées	Objectif atteint	Rapport de mission	BIT
Atelier sur la 2gLDB	Non	Participation à la présentation de la 2gLDB	Objectif atteint	Rapport de mission	AFRISTAT